Nations Unies

S/PV.7757



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7757e séance

Lundi 22 août 2016, à 11 heures

New York

Président :	M. Ibrahim/Mme Adnin	(Malaisie)
Membres :	Angola	M. Gimolieca
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Moustafa
	Espagne	M. González de Linares Palou
	États-Unis d’Amérique	Mme Sison
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Lamek
	Japon	M. Okamura
	Nouvelle-Zélande	Mme Schwalger
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Seck
	Ukraine	M. Vitrenko
	Uruguay	Mme Carrión
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Méndez Graterol

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l’application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/714)

16-26483 (F)





La séance est ouverte à 11 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/714)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2016/714, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d' abord saluer Khaled Omar Harrah, un membre des Casques blancs tué le 11 août par des frappes aériennes. Les membres du Conseil se souviennent tous de lui, j'en suis sûr. Nous nous souvenons de lui dans la vidéo où nous l'avons vu, en 2014, fouiller dans des décombres d'un bâtiment effondré et extirper, par un trou dans le mur, un bébé de 10 jours. Comment pourrions-nous l'oublier? Qui pourrait oublier ces images frappantes d'enfants secourus et transportés par de jeunes hommes et de jeunes femmes à peine visibles à travers les nuages de fumée et les monticules de décombres. Comment peut-on oublier des images aussi terrifiantes que celles de Omran Daqneesh, âgé de 5 ans, silencieux, le visage couvert de sang et de poussière après avoir été tiré des décombres après une frappe aérienne. Dans le cas d'Omran, il existe même une vidéo – si l' on peut supporter de la regarder. Réfléchissez un instant et imaginez que c'est votre enfant, un enfant qui n'a rien connu d'autre qu'une guerre horrible. Et la mort de son frère. Omran a eu de la « chance », a déclaré un médecin local. Le mot « chance » est le mot qui correspond à un tel contexte. Voilà ce qui est en jeu, ce matin, ici dans cette salle – et non pas la politique politicienne et les gesticulations, les jeux d'influence ou les attitudes défensives. Tout ce qu'il faut, c'est que les armes se taisent.

Alep est bombardée tous les jours. Rien que ce matin, nous avons reçu des informations faisant état de dizaines de nouvelles attaques. La ville tout entière est affectée par des combats qui ont fait des centaines de victimes civiles. Les frappes aériennes dans l'est du pays et les attaques à la roquette et au mortier dans l'ouest détruisent les structures civiles, forçant encore davantage de personnes à fuir pour des raisons de sécurité, leurs maisons étant détruites, tandis que d'autres sont piégées par les combats et sont incapables de se déplacer en raison du climat de peur et d'insécurité. Alors que nous sommes assis, sans danger, ici autour de cette table, des travailleurs humanitaires risquent leur vie pour retrouver les personnes ensevelies sous les décombres. Le danger pour les sauveteurs est toujours énorme, mais c'est encore plus le cas dans une grande partie de la Syrie, théâtre « d'attaques en deux temps » : un hélicoptère ou un jet bombarde un bâtiment, puis attend un certain temps – juste assez pour qu'arrivent le personnel de secours et le personnel médical – avant d'attaquer à nouveau. On estime que plus de 130 Casques blancs ont perdu la vie depuis 2013 et que la plupart de ces morts ont été causées par ces horribles attaques en deux temps.

La plupart des sauveteurs savent que les hélicoptères volent encore au-dessus d'eux, mais ils savent aussi que des personnes sont coincées et meurent sous les décombres. Ils continuent d'agir, au péril de leur vie. Les médecins confrontés à des pénuries de fournitures doivent choisir quels patients traiter, alors même que les hôpitaux où ils travaillent sont attaqués pendant qu'ils sont tous entassés dans les sous-sols. Les sauveteurs doivent décider dans quels quartiers envoyer des équipes, qui ne cessent de diminuer, après qu'une frappe aérienne ou une attaque au mortier a détruit un autre foyer, une autre école ou un autre hôpital.

Khaled et ses collègues ont sauvé des milliers de vies. Leur humanité donne de l'espoir dans un lieu où il n' y en a pratiquement plus. Ils représentent le meilleur de ce qui fait un travailleur humanitaire. Vendredi dernier, nous avons célébré la Journée mondiale de l'aide humanitaire, et avons pris le temps de rendre hommage à Khaled et à tous les courageux hommes et femmes qui

ont perdu la vie au service de l'action humanitaire en Syrie et dans le monde entier. Rendons-leur hommage ici aujourd'hui également, ainsi qu'à tous ceux qui continuent de risquer chaque jour leur vie pour le bien d'autrui. La meilleure façon de leur rendre hommage est de faire fonctionner le jeu politique autour de cette table en décidant d'un commun accord de faire taire les armes et d'arrêter les tirs d'obus, les frappes aériennes et le largage de bombes. Avec la volonté commune des membres du Conseil, ce peut être fait maintenant – et maintenant, immédiatement. Le Conseil peut être assuré que les humanitaires sont prêts à y aller.

J'ai déjà présenté à de nombreuses reprises un exposé au Conseil sur la situation à Alep. Alep est devenue le sommet de l'horreur à son niveau le plus terrible de souffrances de la population. Je l'ai fait dans le cadre d'une séance convoquée en urgence début mai (voir S/PV.7687). J'ai présenté un exposé au Conseil en juin (voir S/PV.7725), en juillet (voir S/PV.7744) et encore la semaine dernière. J'ai signalé que, dans l'est d'Alep, jusqu'à 275 000 personnes n'ont presque aucun accès à des fournitures essentielles, y compris la nourriture, l'eau, les médicaments et l'électricité, depuis maintenant plus d'un mois et vivent dans la peur constante d'être totalement assiégées, et l'accès au 1,5 million de personnes qui se trouveraient dans les quartiers ouest de la ville demeure également extrêmement difficile. Selon l'évolution de la situation militaire, l'une ou l'autre des parties de la ville, ou les deux, pourraient être assiégées.

Plus tôt dans le mois, j'ai souligné que l'ONU avait élaboré un plan opérationnel d'intervention d'urgence et était prête à envoyer des cargaisons de fournitures nécessaires pour la survie à Alep si l'accès était accordé et la sécurité garantie. J'ai appelé de manière répétée à une pause dans les combats pour nous permettre d'assurer une voie de survie vers ceux qui en ont besoin. J'ai appelé à un cessez-le-feu ou, au minimum, à une pause de 48 heures. Le Secrétaire général a réitéré ces appels, de même que l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, et d'autres, notamment le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Peter Maurer. Ce n'est pas une tactique de négociation – c'est ce qui s'impose pour donner confiance aux centaines de conducteurs de camions afin qu'ils reprennent le volant, chargent leurs cargaisons et commencent le trajet lent sur des routes crevées de trous d'obus, tout en se demandant si le tireur embusqué va tirer, ou si un engin explosif improvisé va les catapulter dans les airs.

Je salue donc l'annonce faite le 18 août par la Fédération de Russie à l'appui de l'appel à un cessez-le-feu de 48 heures. Il est pour nous évident qu'une période de temps plus courte ne nous permettrait pas de répondre correctement aux besoins aujourd'hui énormes, dans l'est comme dans l'ouest d'Alep. Même si cette annonce est encourageante, il ne saurait s'agir d'une offre d'une seule partie. Je n'ai cessé de dire que toute pause doit également comprendre des garanties de sécurité claires de la part de toutes les parties au conflit. Comme l'a dit l'autre jour le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Frank-Walter Steinmeier, « on ne peut avoir un cessez-le-feu unilatéral »; l'ONU doit prendre la tête des opérations, car l'accès humanitaire doit profiter à tous ceux qui en ont besoin, quels que soient leur identité et l'endroit où ils se trouvent. Mon bureau et moi travaillons donc avec toutes les parties pour nous efforcer de faire en sorte que, si l'annonce faite par la Fédération de Russie donnait lieu à une pause générale, cela permette d'acheminer l'aide en toute sécurité à ceux qui en ont désespérément besoin et que nous puissions nous déplacer le plus rapidement possible.

Nous continuons d'apporter un appui dans l'ouest d'Alep. Ce week-end, nous avons terminé une évaluation d'un autre itinéraire menant dans l'ouest d'Alep que les camions pourraient emprunter, suite à la fermeture de la principale artère menant à Alep depuis le sud. Le nouvel itinéraire, qui contourne la ville à l'est et conduit dans l'est d'Alep depuis le nord, a été déclaré praticable. Par cette voie, nous avons été en mesure d'apporter une aide à ceux qui se trouvent à Alep, dans le cadre de nos programmes ordinaires, mais nous avons dans le même temps acheminé de manière anticipée une aide dans l'ouest d'Alep en vue de son acheminement dans l'est d'Alep. Nous avons les stocks, nous avons établi la voie d'accès et sommes prêts à envoyer 50 camions d'aide de l'ouest d'Alep dans l'est de la ville, dès que nous recevrons les garanties de sécurité nécessaires.

Nous nous apprêtons également à procéder au passage transfrontière d'une aide vers l'est d'Alep. Le plan ne sort pas vraiment de l'ordinaire pour notre opération transfrontière – elle utilise les mêmes dispositifs actuellement en place et les mêmes voies que celles qui avaient été utilisées avant le 7 juillet, quand la route de Castello a été coupée. Nous nous préparons à un premier mouvement qui enverrait 20 camions transportant des denrées alimentaires absolument nécessaires dans l'est d'Alep durant la première pause. Et cela serait fait à plus grande échelle, selon qu'il sera utile, pour les prochaines pauses, et comprendrait une nouvelle aide humanitaire en

fonction de l'évaluation des besoins. Le plan permettrait le chargement d'articles contrôlés par le Mécanisme de surveillance des Nations Unies qui scellerait ensuite les camions pour que toute manipulation puisse être constatée à l'arrivée. Tous les camions porteraient des marques d'identification des Nations Unies. Une fois le feu vert donné, les camions franchiraient la frontière pour passer en Syrie en empruntant les mêmes voies que celles qui étaient utilisées avant le 7 juillet. Ils se déplaceraient le long de la route de Castello jusqu'à l'est de la ville d'Alep pour se rendre directement dans les entrepôts de nos partenaires. Une fois arrivés aux entrepôts, confirmation serait donnée qu'il n'y a pas eu de manipulation et les camions seraient descellés et l'aide déchargée.

Comme je l'ai dit, nous sommes prêts. Une fois que nous aurons le feu vert, nous pourrons commencer à acheminer l'aide dans un délai de 48 à 72 heures. Les plans sont en place, mais nous avons besoin que toutes les parties acceptent de nous laisser faire notre travail.

C'est une course contre la montre, les combats faisant rage, et les cas signalés d'hôpitaux bombardés et d'écoles démolies étant toujours plus révoltants. L'électricité est coupée, l'eau est rare et les déplacements sont limités. Les infrastructures civiles continuent d'être la cible d'attaques incessantes, imposant un châtiment collectif à des centaines de milliers de civils. Ces attaques visent notamment d'innombrables hôpitaux et installations médicales, à Alep et ailleurs. Les rares professionnels de santé qui restent sont soumis à rude épreuve et travaillent selon un système de roulement. La pénurie de travailleurs sanitaires est encore aggravée par le fait que nombre de ces travailleurs sont dans l'incapacité de faire le trajet quotidien entre leur domicile et leur lieu de travail en raison de l'insécurité et des lignes de front changeantes. Au cours du seul mois de juillet, 44 attaques auraient visé des installations médicales dans toute la Syrie, dont cinq des neuf hôpitaux de l'est d'Alep. D'autres attaques ciblant des hôpitaux nous ont été signalées ces dernières semaines, notamment vendredi dernier, lors de la Journée mondiale de l'aide humanitaire. Dans la ville de Daraya assiégée, par exemple, le dernier hôpital civil aurait été touché par des bombardements et des attaques visant la zone. Dans la partie ouest d'Alep, un dispensaire mobile a été attaqué dans le quartier d'Al-Hamdaniya; cette structure est appuyée par l'UNICEF et assure des soins de santé aux personnes déplacées du complexe d'appartements 1070.

Pour aider à mieux comprendre la situation, Médecins pour les droits de l'homme a réuni des éléments confirmant 373 attaques contre 265 installations médicales depuis l'adoption de la résolution 2139 (2014). Les forces gouvernementales syriennes et leurs alliés sont responsables de 336 attaques, les groupes armés non étatiques de 14, l'État islamique d'Iraq et du Levant et le Front el-Nosra de 10, les forces de la coalition d'une et des forces non identifiées de 12. Des barils d'explosifs ont été employés dans 72 attaques au moins. D'après Médecins pour les droits de l'homme, ces attaques ont causé la mort de 750 membres du personnel médical. De plus, ces chiffres n'incluent même pas ceux de juin, juillet et août, qui semblent être les mois les plus meurtriers depuis le début du conflit, il y a plus d'une demi-décennie. Fin juillet, par exemple, des frappes aériennes ont touché à de nombreuses reprises l'hôpital El-Hakim. D'après les informations reçues, un bébé de 2 jours serait décédé dans sa couveuse suite aux interruptions de l'alimentation en oxygène provoquées par l'attaque. Trois autres bébés seraient morts le lendemain en raison de problèmes respiratoires causés par les retombées des bombardements. C'est abominable et impardonnable.

Je vais maintenant passer aux opérations interorganisations menées dans des localités assiégées, difficiles d'accès ou prioritaires situées au-delà des lignes de front. Des progrès ont été faits cette année, avec un accès à 1 275 750 personnes au total se trouvant dans des localités assiégées, difficiles d'accès et prioritaires. Comme je l'ai signalé au Conseil le mois dernier, nous avons pu acheminer de l'aide à chaque localité assiégée au moins une fois, atteignant ainsi 401 650 personnes sur les 590 200 vivant dans ces localités, y compris grâce à près de 100 parachutages dans la ville de Deïr ez-Zor depuis le 10 avril. Des progrès importants ont été accomplis s'agissant des autorisations accordées par le Gouvernement syrien au plan de convois interorganisations de juillet, le feu vert ayant été donné pour 34 localités sur 35, y compris toutes les zones assiégées comprises dans la demande. De plus, à la suite du dernier exposé en date que j'ai présenté dans le cadre d'une séance du Conseil, le 25 juillet, nous avons réussi à déployer, au cours des derniers jours du mois, un certain nombre de convois interorganisations à Hajeb et Banan ainsi qu'à Talbissé, Rastan et Houlé, atteignant plus de 270 000 personnes ayant besoin d'aide.

Cela étant dit, comme j'en ai informé le Conseil le 9 août, il semblerait malheureusement que nous ayons une nouvelle fois enclenché la marche arrière.

De fait, le 19 juillet, l'ONU a présenté aux autorités syriennes son plan de convois interinstitutions pour le mois d'août, lequel incluait 24 demandes d'accès à 32 sites, y compris toutes les zones assiégées, dans le but d'atteindre 991 050 personnes, dont 523 550 dans des zones difficiles d'accès et 467 500 dans des zones assiégées. Dans leur réponse – attendue le 28 juillet mais reçue le 3 août et modifiée deux fois par la suite –, les autorités syriennes ont affirmé que l'ONU et ses partenaires pourraient livrer une assistance multisectorielle à 505 750 personnes, sur les 991 050 sur lesquelles portaient la demande, dans 23 des 32 sites requis à l'origine. Les autorités syriennes ont également demandé que 41 autres sites soient desservis en août, en dehors du plan.

Globalement, l'ONU s'est vu refuser l'accès à plus de 50 % des bénéficiaires requis, dont des localités telles que Daraya et le sous-district de Kafr Batna, dans le gouvernorat de Rif-Damas, ainsi que l'est d'Alep. Alors même qu'elles ont été approuvées dans le cadre du plan pour août, les quatre localités sur lesquelles porte l'Accord de cessez-le-feu – Madaya, Zabadani, Fouaa et Kafraya – n'ont pas reçu d'assistance des Nations Unies depuis le 30 avril 2016 à cause des tensions existant entre les parties à l'Accord, lesquelles tensions sont attisées par d'intenses bombardements aériens à Edleb et des tirs d'artillerie sur Fouaa et Kafraya. En outre, les situations de conflit déclaré et d'insécurité ailleurs, ainsi que les nombreux retards subis dans l'obtention des lettres de facilitation nécessaires pour charger les camions et mettre en route les convois ont entravé la capacité à atteindre d'autres localités ces dernières semaines.

En conséquence, aucun convoi interinstitutions n'a été déplacé en août; pas un seul. Nous voici à une semaine du mois de septembre, et nous avons déjà présenté le plan du convoi interinstitutions pour le mois prochain. Ce plan, qui a été soumis aux autorités syriennes hier, vise à atteindre 1,19 million de personnes dans le besoin dans 34 zones assiégées ou difficiles d'accès ou dans des secteurs prioritaires situés au-delà des lignes de front. Nous attendons une réponse des autorités syriennes aux environs du 30 août, conformément au processus d'examen convenu.

L'ONU a appelé de nombreuses fois, au cours des semaines et mois récents, à l'évacuation médicale des personnes en situation d'urgence de toutes les zones assiégées, en particulier des villes assiégées de Fouaa, Kafraya, Madaya et Zabadani, où plus de 62 000 personnes vivent encore en état de siège. Je me félicite des informations reçues vendredi et ce week-end, selon lesquelles le Croissant-Rouge arabe syrien a évacué de Fouaa et de Madaya 39 personnes, dont des enfants, qui avaient besoin d'assistance médicale urgente. Ces évacuations font suite à celle d'une fille de 10 ans de Madaya, le 13 août, et à l'évacuation très médiatisée de jumeaux siamois de la Ghouta orientale, le 12 août. Ces évacuations n'auraient pas été possibles sans l'approbation des autorités syriennes.

Si je tiens à exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui ont participé à cette opération, des actions du même type sont nécessaires pour évacuer tous les Syriens qui ont besoin d'une assistance médicale. Comme je l'ai dit à maintes reprises auparavant, les évacuations médicales n'ont rien à voir avec la politique ou avec un avantage militaire : elles relèvent de l'humanité la plus fondamentale. Elles doivent être immédiatement possibles partout où elles sont nécessaires. Cela s'applique également à l'acheminement d'aide humanitaire et médicale vers les localités assiégées, en particulier les quatre localités sur lesquelles porte l'Accord de cessez-le-feu, qui n'ont reçu aucune assistance des Nations Unies depuis plus de 110 jours.

Nous sommes face à la crise la plus grave de notre époque, et c'est tout dire, étant donné ce qui se passe au Yémen, au Soudan du Sud, dans le Bassin du lac Tchad, en Iraq et en Afghanistan, sans même tenir compte des situations qui ne découlent pas d'un conflit provoqué par l'homme, comme les catastrophes naturelles survenues aux Philippines, au Népal, aux Fidji ou en Équateur. Le peuple syrien est confronté à des assauts de violence indicible. Les rapports sont interminables : barils d'explosifs, canons de l'enfer, armes à sous-munitions, armes chimiques, grenades incendiaires, napalm, attentats-suicide à la bombe, tirs de mortiers et de roquettes, tireurs embusqués, bombardements d'écoles, d'hôpitaux et de quartiers résidentiels civils, viols, détentions illégales, torture, recrutement d'enfants, siège de villes entières, recours délibéré à l'affamement pour tuer. Alors qu'il suffit d'un stylo, un simple stylo, pour permettre à la nourriture de parvenir aux populations. Il est effrayant de penser que ces actes et ce degré de souffrances aient pu être tolérés, et qu'on n'y a opposé qu'une ingérence internationale limitée.

Alors, maintenant que les attaques sur des hôpitaux sont devenues la norme, maintenant que les sièges dignes du Moyen-Âge infligés à des villes et

quartiers entiers sont devenus une réalité permanente pour des centaines de milliers de personnes, le Conseil ne saurait retourner le regard. Il doit agir et veiller à l'application intégrale de toutes ses résolutions. Car tant que l'impunité prévaudra, l'ampleur sans précédent de ces exactions et violations ne diminuera tout simplement pas.

À Alep, nous risquons d'assister à une catastrophe humanitaire sans équivalent depuis les cinq années de bain de sang et de carnage que dure le conflit syrien. Une fois encore, je ne soulignerais jamais assez la nécessité que toutes les parties entérinent et appliquent une trêve des combats de 48 heures, pour permettre un accès humanitaire sûr et soutenu à toutes les zones d'Alep. J'exhorte toutes les parties au conflit à tenir compte de l'appel à cesser la violence sous toutes ses formes, en tout premier lieu dans l'intérêt du peuple syrien. J'exhorte tous les États Membres, tous les États Membres ayant une influence sur les parties, tous les membres du Conseil, tous les membres du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS), et en particulier les deux coprésidents du GISS que sont les États-Unis et la Fédération de Russie, à parvenir rapidement à un accord sur les garanties de sécurité et les modalités opérationnelles d'un cessez-le-feu à Alep et ailleurs. Non seulement un tel accord apaiserait les souffrances du peuple syrien, mais il pourrait également permettre la création d'un environnement plus propice à la reprise des pourparlers entre Syriens.

Avant de conclure aujourd'hui, je voudrais faire une dernière observation. Le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies pour la République arabe syrienne, Yacoub El Hillo, a quitté Damas aujourd'hui, au terme de trois années à l'un des postes les plus difficiles et les plus dangereux qui existent au sein de l'ONU. Ses efforts inlassables, son courage et ses exceptionnelles compétences diplomatiques ont sauvé d'innombrables vies. Il n'est pas uniquement un humanitaire exemplaire, mais il a aussi été le socle de notre réponse humanitaire en Syrie, sur lequel de nombreux autres acteurs ont été en mesure de faire fond. Je voudrais profiter de cette occasion pour le remercier sincèrement, au nom de l'ensemble du système des Nations Unies et de l'ensemble de l'écosystème humanitaire, de tout ce qu'il a accompli. Nous devons au peuple syrien qu'il a desservi et sauvé de faire vivre l'esprit et la pratique de la bravoure et du professionnalisme qu'il nous lègue.

Enfin, je ne vais pas faire semblant : je suis en colère. Je suis très en colère. En tant que principal responsable de l'action humanitaire des Nations Unies, je me dois de dire que l'impitoyable carnage en Syrie a depuis longtemps dépassé le cynisme pour entrer dans le domaine du péché. Ce qu'il se passe aujourd'hui à Alep comme dans toute la Syrie ces cinq dernières années va à l'encontre de chacune des fibres morales de l'être humain face aux souffrances endurées par d'autres êtres humains, tandis que tous les Syriens sont pris au piège de ce cataclysme sans fin. C'est l'échec de la politique, et c'est notre échec à tous; et tous les membres du Conseil de sécurité le savent, précisément parce qu'ils sont membres du Conseil. Alors, Monsieur le Président, le moment est venu – maintenant – de mettre nos divergences de vue de côté, et de nous réunir pour mettre un terme définitif à cette honte humanitaire qui nous souille tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. O'Brien de son exposé.

Je donne à présent la parole aux membres du Conseil.

M[me] Schwalger (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint O'Brien de son exposé. Je tiens à l'assurer que nous nous souvenons de Khaled Omar Harrah. Nous nous souvenons et nous saluons tous les agents humanitaires et tous ceux qui ont participé à des missions de sauvetage, et qui ont mis leur vie en jeu tandis qu'ils s'efforçaient de sauver et de soutenir des civils innocents, en Syrie comme ailleurs. Nous demandons également à M. O'Brien de transmettre à Yacoub El Hillo nos remerciements pour les efforts désintéressés et inlassables qu'il a déployés en Syrie.

Bouleversées par la situation humanitaire horrifiante qui règne en Syrie et par la catastrophe humanitaire imminente qui menace Alep, la Nouvelle-Zélande, l'Égypte et l'Espagne, rédacteurs des textes concernant la situation humanitaire en Syrie, se sont senties obligées de prendre la parole à la séance publique de ce jour. Nous avons pensé qu'il était important d'appeler ici, en public, toutes les parties concernées à prendre des mesures pour améliorer la situation humanitaire, premièrement en permettant un accès humanitaire immédiat, sans entrave et total à toutes les régions de Syrie; deuxièmement, en levant immédiatement tous les sièges; troisièmement, en instaurant des pauses véritables dans les combats pour faire en sorte que l'acheminement régulier de

fournitures humanitaires vers Alep puisse commencer en toute sécurité et effectivement, soit par les frontières ou à travers les lignes de front; et, enfin, en veillant à ce que toutes les initiatives respectent le droit international humanitaire et les principes humanitaires.

Nous prenons acte du fait que la Russie est favorable à l'instauration de trêves humanitaires de 48 heures et espérons vivement qu'elle travaillera avec l'ONU et d'autres parties prenantes pour garantir leur plein respect, conformément au droit international humanitaire, comme l'a demandé ce matin le Secrétaire général adjoint O'Brien.

Le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, est criminel et injustifiable. Daech et le Front el-Nosra, qui se fait appeler depuis peu Front de la conquête du Levant, sont considérés par le Conseil de sécurité comme des organisations terroristes. La communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour empêcher tout appui matériel ou financier de parvenir à ces groupes et décourager toutes les parties à la cessation des hostilités de collaborer dans les combats avec ces groupes.

Nous condamnons vigoureusement les attaques répétées qui continuent de viser les installations et le personnel sanitaires. Toutes les parties doivent respecter la neutralité du corps médical. La situation humanitaire va continuer à se détériorer en l'absence d'une solution politique. Nous réaffirmons notre appui au processus dirigé par les Syriens et facilité par l'ONU, qui prévoit entre autres des négociations officielles sur un processus de transition politique.

Nous avions espéré pouvoir nous mettre d'accord sur un projet de déclaration à la presse reprenant les points que je viens de souligner, et nous sommes déçus et frustrés qu'il n'ait pas pu en être ainsi. Il est décevant de voir que nous ne sommes pas capables de nous entendre sur une réaction à la situation humanitaire effroyable qui règne dans toute la Syrie et à la catastrophe humanitaire qui se profile à Alep. Le Conseil doit faire mieux. C'est le moins que les civils innocents en Syrie sont en droit d'attendre de nous.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Stephen O'Brien ainsi que tous les travailleurs humanitaires qui essayent de faire leur travail du mieux qu'ils peuvent à Alep et dans le reste de la Syrie.

Mois après mois, nous nous réunissons dans cette salle et nous avons systématiquement tendance à réduire la situation en Syrie à de simples statistiques, comme par exemple 400 000 tués, plus de deux millions de personnes blessées, et bien davantage encore forcées à fuir. Un chiffre que l'on entend guère à propos de la Syrie est zéro. C'est pourtant sur ce chiffre que je voudrais m'arrêter tout particulièrement aujourd'hui. C'est en effet le nombre exact de convois d'aide humanitaire parvenus dans les zones assiégées et difficiles d'accès en Syrie ce mois-ci.

En dépit de toutes les fois où nous nous sommes réunis ici dans le confort de cette salle et bien que nous soyons convenus qu'il fallait absolument que l'assistance humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin, aucune caisse de nourriture n'est parvenue à Alep; aucune fourniture médicale n'a pu être acheminée pour reconstituer les stocks des hôpitaux de fortune où sont soignés les civils. Comme le rapport du Secrétaire général (S/2016/714) l'indique clairement, quatre de ces hôpitaux ainsi que la banque centrale de sang ont été touchés par des frappes aériennes dans l'est de la ville d'Alep les 23 et 24 juillet. Il n'existe aucune justification à ces attaques. Ces installations sont soit directement prises pour cible, soit les frappes aériennes sont menées au mépris délibéré des civils qui se trouvent sur place. Dans les deux cas, un tel scénario est inexcusable.

Et pourtant, il y a pire encore. L'organisation Human Rights Watch a indiqué la semaine dernière que la campagne aérienne menée conjointement par la Syrie et la Russie avait violé le droit international en larguant des munitions incendiaires sur des zones civiles. Une seule fois suffirait à être inadmissible, mais le rapport parle de largages effectués au rythme en moyenne de deux par semaine pendant plus de deux mois. Ces armes n'ont aucune place dans une guerre, quelle qu'elle soit, et les zones urbaines syriennes ne font certainement pas exception. Je demande à la Russie de mettre fin à l'utilisation de ces armes dans le cadre de cette campagne aérienne et d'user de son influence sur le régime pour faire cesser les attaques contre les civils.

La liste des armes odieuses employées en Syrie ne s'arrête malheureusement pas là. Plus de six mois après la destruction des stocks d'armes chimiques déclarés en Syrie, les informations qui nous parviennent ces derniers temps tendent à indiquer que de nouvelles attaques au gaz de chlore ont été commises à Edleb et Alep. Y-a-t-il manière plus ignoble de marquer le troisième anniversaire de l'attaque au chlore dans la Ghouta? C'est pourquoi nous devons tous dire les choses clairement : l'utilisation de ces armes est révoltante et

nous condamnons catégoriquement ceux qui larguent de telles armes. Dans le courant de cette semaine, nous aurons la possibilité d'avoir un panorama plus complet de la situation, lorsque nous recevrons le rapport du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil doit être prêt à réagir de façon énergique à ce rapport, quelles qu'en soient les conclusions.

Toutes les horreurs que je viens de décrire sont la réalité de la vie aujourd'hui en Syrie et à Alep. Ceux qui commettent ces horreurs ont la responsabilité de changer cette réalité, et pourtant ils ne témoignent d'aucune volonté de le faire. Qu'il me soit permis de leur dire clairement ce qu'ils doivent faire. Premièrement, ils doivent arrêter les bombardements, arrêter les attaques aveugles contre les installations médicales et les civils. Deuxièmement, ils doivent garantir l'accès sûr et durable des organismes humanitaires. Troisièmement, ils doivent reprendre les pourparlers politiques. C'est aussi simple que cela.

L'ONU demande l'instauration d'une trêve de 48 heures chaque semaine pour acheminer de l'aide à Alep, en guise de premier pas. Nous appuyons pleinement cette demande, car elle pourrait permettre à ceux qui ont désespérément besoin d'une évacuation médicale de recevoir des soins. Et, la Russie ayant indiqué qu'elle était favorable à cette initiative, j'espère que nous pourrons tous nous entendre sur ce point. J'espère aussi que nous pourrons tous nous entendre sur ce que viennent de proposer la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et l'Égypte. Je l'espère de tout cœur.

J'ai commencé mon intervention en citant quelques statistiques, mais parfois les statistiques ne parviennent pas à rendre la réalité des effets du conflit sur les êtres humains. Quiconque a suivi les réseaux sociaux ou regardé les actualités cette semaine connaît le nom et le visage d'Omran Daqneesh, ce petit garçon hébété, couvert de sang et terrifié assis dans une ambulance alors qu'il venait d'échapper de peu à la mort. Comme Stephen O'Brien nous l'a rappelé, son frère et des centaines de milliers d'autres Syriens n'ont pas eu cette chance. Omran est devenu le visage du conflit syrien pour des millions de personnes à travers le monde. Mais nous ne devons pas oublier qu'il y a 13,5 millions de visages en Syrie comme le sien; les visages d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont désespérément besoin d'une assistance humanitaire. Nous pouvons contribuer à ce que cette assistance leur parvienne. Le Royaume-Uni est prêt à prendre ses responsabilités à cet égard et implore chacun d'entre nous ici de faire de même.

M. Lamek (France) : Je voudrais moi aussi commencer par remercier Stephen O'Brien pour son dernier rapport (S/2016/714) et son exposé de ce matin.

Le Conseil se réunit en séance publique pour que la situation humanitaire en Syrie reçoive l'attention qu'elle mérite. Or le constat dressé est accablant. À Alep, 250 000 personnes sont face à ce que le Secrétaire général décrit comme une catastrophe humanitaire sans précédent. Les civils subissent des bombardements aériens incessants. En outre, des attaques à l'arme chimique ont été documentées à Alep le 10 août, après l'avoir également été à Saraqeb neuf jours auparavant. Il s'agirait d'une violation de la résolution 2118 (2013) et d'une nouvelle attaque contre des civils constitutive de crime de guerre.

Il y a trois ans, presque jour pour jour, le régime de Bashar Al-Assad massacrait plus de 1 000 civils en utilisant des armes chimiques dans la Ghouta. Je voudrais profiter de ce terrible anniversaire pour redire la détermination de la France à ce que ce crime ne soit ni oublié, ni impuni.

Alep rejoint la liste des villes assiégées par le régime et ses alliés avec les mêmes méthodes. En février dernier, un espoir avait surgi avec la cessation des hostilités. Le régime cherche à l'anéantir. Il n'a en réalité jamais renoncé à précipiter la ville dans un chaos humanitaire d'une ampleur inédite. De fait, il est aujourd'hui clair que son accord à la cessation des hostilités ne faisait que dissimuler une stratégie exclusivement militaire. Alep ne doit pas être la nouvelle Homs. C'est la responsabilité du Conseil de sécurité que d'enrayer la logique militaire aujourd'hui à l'œuvre.

Ailleurs en Syrie, la situation n'est pas plus soutenable. Alors que les bombardements sont incessants, les Syriens tentent de survivre sous les bombes. L'accès humanitaire continue d'être entravé à Deraa, Daraya, à Madaya, mettant en danger la vie de centaines de milliers de civils. Comme le Secrétaire général adjoint O'Brien l'a rappelé, le plan humanitaire de l'ONU pour le mois d'août est un échec grave. Le rapport est tout aussi décevant s'agissant du mois de juillet, puisque moins de la moitié de la population assiégée a pu recevoir de l'aide alimentaire, alors que des fournitures médicales ont continué d'être retirées des convois par le régime syrien. Les civils syriens manquent de tout, et les responsabilités sont connues.

Or, que s'est-il passé? Le 22 décembre 2015, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 2258 (2015) exigeant que

> « toutes les parties, en particulier les autorités syriennes, s'acquittent sans délai des obligations que leur impose le droit international, notamment, selon les cas, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme » (*résolution 2258, par. 1*).

Depuis, la brutalité, après une brève interruption, a à nouveau monté d'un cran. Le 4 mai, après la reprise des hostilités par le régime et ses alliés, nous avions organisé avec la délégation britannique une séance publique sur Alep (voir S/PV.7687) pour appeler au respect des exigences du Conseil sur le volet humanitaire, et, notamment, à ce que les attaques contre les civils cessent et que le calendrier agréé par le Conseil, dans la résolution 2254 (2015), soit respecté.

Mais aucun de ces engagements ne s'est concrétisé. Nous sommes en marche arrière, comme l'a dit tout à l'heure M. O'Brien. Les bombardements acharnés se sont poursuivis, l'accès humanitaire a été continuellement dénié aux villes assiégées, et la perspective de la mise en place d'une autorité de transition le 1er août a été rayée d'un trait de plume par les opérations du régime, appuyées par ses alliés. Le drame d'Alep a été amplement décrit lors de la séance publique au format Arria le 8 août. Le récit poignant de la journaliste de CNN, Clarissa Ward, les interventions des médecins d'Alep, ont attiré l'attention sur la pratique scandaleuse de cibler des installations médicales. Comme l'a rappelé M. O'Brien, Khaled Harrah, des Casques blancs, est mort quelques jours après, et je voudrais ici moi-même lui rendre hommage, ainsi qu'à tous les travailleurs humanitaires.

Les négociations à Genève sur les termes d'une trêve à Alep doivent désormais aboutir. Le droit international humanitaire et les principes de l'action humanitaire ne sont pas négociables. L'instauration de pauses humanitaires hebdomadaires est un strict minimum requis, qui aurait d'ailleurs dû être mis en œuvre beaucoup plus tôt. Mais il faut surtout le respect de l'un des droits les plus fondamentaux en situation de conflit armé : un accès humanitaire sûr, complet, sans entrave, sans conditions, à Alep comme dans toute la Syrie, pour toutes les personnes qui en ont besoin.

De la même manière, la cessation durable des hostilités est essentielle et urgente à l'échelle du pays. Les privations de leurs droits et de toute protection nourrissent le terreau d'une radicalisation des populations. Nous devons casser cette spirale, qui a causé trop de souffrances. Seule une cessation des hostilités permettra des négociations politiques crédibles. Nous rappelons qu'il n'y aura pas de solution militaire à ce conflit, et que seule une solution politique permettra de ramener la stabilité et de tarir durablement la source de la radicalisation. La France appelle à nouveau à la mise en place, comme le demande la résolution 2254 (2015), d'un

> « processus politique ouvert, conduit par les Syriens, répondant aux aspirations légitimes du peuple syrien et mené dans la perspective de l'application intégrale des dispositions du Communiqué de Genève du 30 juin 2012 » (*résolution 2254 (2015), cinquième alinéa du préambule*).

La France insiste encore pour que les soutiens du régime œuvrent dans le sens des engagements collectivement pris dans cette enceinte.

Mme Carrión (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. O'Brien, de son exposé.

Vendredi dernier, le 19 août, on célébrait la Journée mondiale de l'aide humanitaire, et à ce titre, ma délégation tient à saluer les vaillants efforts et le sacrifice personnel consentis par chacun des milliers de travailleurs humanitaires, autour du monde, qui mettent leur vie en danger au quotidien pour aider ceux qui en ont besoin. Aujourd'hui, ce sont 130 millions de personnes qui ont besoin de cette assistance, dont plusieurs millions rien qu'en Syrie. Ce sont là des chiffres terribles, derrière lesquels se cachent des tragédies personnelles sans visage. À l'occasion, il y a, toutefois, des exceptions. Le cas de ce petit garçon syrien, Aylan Kurdi, mort noyé sur les côtes turques alors qu'il essayait d'échapper avec sa famille à l'horreur du conflit syrien, a ému le monde entier l'année passée. Et, il y a quelques jours seulement, la photo du petit Omran Daqneesh, ce petit enfant de cinq ans attendant assis dans une ambulance, à Alep, que l'on s'occupe de ses blessures, nous a une fois de plus fait frémir. L'image nous conduit à nous demander si son expression dénote de l'indifférence face à l'horreur à laquelle il est habitué ou si son visage, encore en état de commotion, nous indique qu'il se demande pourquoi, depuis qu'il est né, sa vie est marquée par la guerre et la mort.

Ce dernier épisode en date nous amène à réfléchir également sur l'importante et courageuse tâche qu'accomplissent les médecins et le reste du personnel humanitaire afin de sauver des vies comme celle de cet enfant, dans des temps où l'exercice d'une profession si noble ou le fait de se trouver dans un hôpital en Syrie signifie désormais être la cible d'attaques et de bombardements, quand ce devrait être tout le contraire en vertu de la protection spéciale que les règles internationales leur réservent. Comment pouvons-nous expliquer que quatre bébés de quelques jours à peine soient morts en conséquence des dernières attaques? Pareilles aberrations n'ont-elles pas de limites?

C'est pourquoi l'Uruguay a trouvé des plus intéressantes les recommandations du Secrétaire général en vue de la mise en œuvre de la résolution 2286 (2016) et condamne énergiquement les attaques perpétrées contre les installations et le personnel médical et soignant en Syrie, quels qu'en soient les responsables.

Ces deux cas ne sont qu'un infime échantillon de la catastrophe que vit le peuple syrien depuis plus de cinq ans. Leur retentissement massif aussi bien que leur symbolisme immédiat devraient nous faire réfléchir sur la responsabilité qui pèse sur nos épaules, de tâcher de trouver des solutions qui permettent d'arrêter immédiatement cette guerre, qui est indubitablement la pire catastrophe humanitaire du XXIe siècle.

En juillet, le groupe armé d'opposition des Bataillons Noureddine Zanki a décapité un enfant palestinien, dans un acte barbare que nous avons condamné sur le champ. Le jour suivant, ce même groupe a publié un communiqué reconnaissant que certains de ses membres étaient les auteurs de cette atrocité et qu'un comité disciplinaire interne allait enquêter sur les faits. Est-ce là la responsabilité et la justice que nous réclamons?

L'Uruguay considère que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Staffan de Mistura, a procédé correctement en suspendant, jeudi dernier, en signe patent de protestation, la réunion de l'équipe spéciale du Groupe international de soutien pour la Syrie chargée de l'accès humanitaire, et en pressant toutes les parties d'accepter d'instaurer les pauses humanitaires hebdomadaires de 48 heures demandées à maintes reprises par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, or, regrettablement, les camions continuent d'attendre qu'on les autorise à entrer. Selon les mots de M. de Mistura, durant le mois d'août, « pas un seul convoi humanitaire n'est parvenu en un mois dans les zones assiégées ». Nous ne voyons et n'entendons que combats, offensives, contre-offensives, roquettes, barils d'explosifs, mortiers, canons, napalm, gaz au chlore, francs-tireurs, bombardements aériens et attentats suicides. C'est un échec manifeste de la communauté internationale, et en particulier du Conseil, que de ne pas avoir pu apporter aux organismes humanitaires l'appui dont ils ont besoin pour mettre à exécution la proposition des pauses humanitaires, alors que la majorité d'entre nous ici avaient donné leur appui à cette initiative.

Nous réaffirmons notre ferme appui à la trêve demandée et nous lançons de nouveau un appel à ceux qui prennent directement part au conflit ou qui ont une influence sur les parties, afin qu'ils exercent cette influence de façon responsable pour permettre l'arrivée immédiate d'une aide humanitaire d'importance vitale pour la survie de milliers de personnes prises au piège des combats, tant à Alep que dans d'autres localités. De même, il faut de nouveaux accords pour relancer et renforcer la cessation des hostilités dans tout le territoire syrien, afin de réduire notablement le niveau de violence et de créer un climat plus propice aux livraisons humanitaires et à la reprise du processus politique.

Enfin, l'Uruguay souhaite souligner une fois de plus le caractère urgent d'une reprise des pourparlers entre les parties qui permette de conduire à une transition politique, car il est convaincu que c'est la seule façon de trouver une solution durable au conflit, conformément aux dispositions des résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016) du Conseil. À cet égard, nous exprimons une fois de plus notre appui total à l'Envoyé spécial dans les efforts qu'il déploie pour convier les parties, dans les plus brefs délais, à un nouveau cycle de négociations.

Le temps passe. Ne faisons pas en sorte que le peuple syrien, éprouvé par des années de souffrance, en arrive à croire que l'ONU et le Conseil de sécurité l'ont complètement abandonné.

M. González de Linares Palou (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier M. Stephen O'Brien des informations qu'il nous a fournies et je souscris à la déclaration de la représentante de la Nouvelle-Zélande qui, comme elle l'a dit elle-même, s'exprimait au nom des trois délégations « rédactrices » pour la situation humanitaire en Syrie.

Nous convenons sans réserve qu'il faut veiller de toute urgence à ce que la population civile, tant à Alep que dans le reste du pays, reçoive la protection et l'assistance nécessaires d'acteurs impartiaux, dans le

respect rigoureux des principes humanitaires et sous l'égide de l'ONU. Bien entendu, les attaques ciblant les infrastructures civiles – écoles, camps de personnes déplacées, hôpitaux – et le personnel médical doivent cesser immédiatement, et il faut garantir aux populations qui en ont besoin, et comme nous l'avons établi dans la résolution 2286 (2016), un accès immédiat et sans restriction aux fournitures médicales et chirurgicales. Nous formons l'espoir que les recommandations préparées par le Secrétaire général sur la protection des installations et du personnel sanitaires permettront de mettre fin au plus tôt à ces attaques.

La situation sur le terrain reste extrêmement grave, comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport mensuel (S/2016/714) sur le respect des obligations humanitaires dans les conflits. Il n'y a presque pas de mots pour exprimer les souffrances du peuple syrien. Dans son rapport, le Secrétaire général rappelle la nécessité impérieuse d'instaurer une pause humanitaire de 48 heures à Alep, et de garantir un accès humanitaire sûr et durable à cette ville. Nous nous félicitons qu'à la réunion du Groupe de travail de Genève, tenue le 18 août, les deux coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie aient convenu d'appuyer l'initiative de l'Envoyé spécial, M. de Mistura, visant à instaurer une pause humanitaire d'au moins 48 heures.

Il est de la plus haute importance que cette pause se concrétise sur le terrain et qu'elle soit hebdomadaire, afin que les travailleurs humanitaires et le personnel médical aient accès à la population civile, puissent l'aider et, si nécessaire, faciliter son évacuation volontaire, dans les conditions requises de sécurité et de neutralité. Il importe également de remettre sur pied les systèmes extrêmement nécessaires d'approvisionnement en eau et d'électricité. Ainsi, nous exhortons les coprésidents et tous les États influents à déployer tous les efforts nécessaires, à ne pas laisser passer cette occasion et à veiller à ce que les parties respectent le cessez-le-feu et autorisent l'accès humanitaire à la population conformément aux obligations que leur impose le droit international.

Enfin, nous espérons que les parties reprendront rapidement les négociations afin d'essayer de mettre fin au conflit dans les termes définis par la résolution 2254 (2015). S'il ne faut pas oublier que les obligations incombant aux parties au regard du droit international humanitaire sont indépendantes de toute autre considération, il n'en reste pas moins vrai que nous devons continuer à œuvrer avec force au respect de la résolution 2254 (2015).

Nous continuerons, quant à nous, à appuyer le travail des coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie par des propositions concrètes, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

M. Vitrenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à remercier le Secrétaire général adjoint O'Brien pour son exposé détaillé, comme à l'accoutumée, et émouvant. Il peut compter sur notre plein appui en faveur d'une pause humanitaire de 48 heures en Syrie.

Mais avant de passer au vif du sujet, je souhaite condamner dans les termes les plus vifs les attaques terroristes commises récemment à Gaziantep et exprimer les très sincères condoléances de l'Ukraine et sa solidarité au peuple et au Gouvernement turcs.

Les dernières nouvelles sur la question qui nous occupe aujourd'hui ne laissent, comme c'est toujours le cas, que peu de place à l'optimisme. Nous continuons de voir le même défilé d'horreurs et de violations des engagements pris. L'image de Omran Daqneesh, un petit garçon d'Alep, qui a réussi à échapper à la mort, malgré les pluies d'obus et de bombes qu'auraient larguées les forces conjuguées de la Syrie et de la Russie, continuera de nous hanter tous, signe de notre échec collectif à ramener la paix en Syrie et à empêcher la tragédie qui se déroule à Alep, ou, pour reprendre les mots du Secrétaire général adjoint O'Brien, signe de la honte humanitaire qui nous afflige tous.

Selon des organisations non gouvernementales indépendantes présentes sur le terrain, pendant les deux premières semaines d'août seulement, 233 civils, dont 142 enfants, ont été tués dans des échanges de tirs aveugles entre les rebelles et les forces gouvernementales. Il est impossible de comprendre le fait que le Gouvernement syrien continue de bombarder ses citoyens. M. Al-Assad continue de tenir le peuple syrien en otage de ses propres plans et de ceux de ses alliés de modifier l'équation sur le terrain. Combien de temps pouvons-nous laisser le régime syrien tuer son propre peuple au nom de la lutte contre les terroristes?

La détérioration des conditions de sécurité en Syrie continue d'avoir un impact négatif sur la situation humanitaire. Les activités militaires, les frappes aériennes et les tirs d'artillerie continuent sans relâche sur tous les fronts du champ de bataille syrien – Alep, Edleb, Homs et Hama, entre autres. Tout cela aboutit

à une nouvelle augmentation du nombre de personnes vivant dans des zones assiégées et des zones difficiles d'accès. C'est pourquoi nous nous félicitons de tous les efforts déployés pour remédier à cette situation, en particulier la réouverture du point de passage d'Al-Ramtha à la frontière syro-jordanienne.

De même que la délégation du Royaume-Uni, nous sommes de plus en plus alarmés par les rapports faisant état de l'utilisation généralisée d'armes incendiaires par la Russie. Le rapport publié par Human Rights Watch le 16 août et mentionné précédemment est particulièrement révélateur. Selon ce rapport, ces armes dévastatrices ont été utilisées au moins 18 fois au cours des neuf dernières semaines, y compris lors d'attaques menées récemment contre les zones tenues par l'opposition à Alep et à Edleb le 7 août. Les données concernant l'emploi de ces armes en Syrie ne manquent pas, et nous appelons de nouveau le Secrétariat à suivre cette question et à présenter ses conclusions au Conseil de sécurité.

Il est aussi extrêmement alarmant de voir que la Fédération de Russie positionne un nouveau type de navires transportant des armes et des bombes dans des bases plus proches de la Syrie. Ces positionnements peuvent difficilement être interprétés comme la mesure de confiance nécessaire pour ramener les parties à la table des négociations.

Nous sommes également préoccupés par les frappes de missiles de croisière menées par la flotte de guerre de la mer Noire de la Fédération de Russie dans les eaux de la Méditerranée contre des objectifs situés près d'Alep le 20 août. L'efficacité de ces raids aériens est douteuse, car on ne sait pas encore si les militants du Front Fatah al-Sham (Jabhat Fatah al-Sham) ou ceux qui sont considérés comme des membres de l'opposition modérée étaient ciblés. Nous attendons avac impatience que la Fédération de Russie fournisse au Conseil de sécurité toutes les informations nécessaires à cet égard.

Enfin, nous nous joignons à l'ONU et à nos collègues pour appeler toutes les parties au conflit à garantir immédiatement l'accès inconditionnel, sans entrave et durable aux populations assiégées et aux zones difficiles d'accès dans l'ensemble de la Syrie. Comme je l'ai déjà dit, nous appuyons les efforts menés par l'ONU pour imposer une pause de 48 heures dans les combats dans la province d'Alep. Il convient de souligner que cette pause ne doit pas être une possibilité pour le régime et ses alliés de regrouper leurs forces, mais plutôt une occasion vitale pour les secours humanitaires d'atteindre la population d'Alep. La décision prise par l'Envoyé spécial, M. de Mistura, à Genève le 18 août, de suspendre les activités de l'équipe spéciale chargée des questions humanitaires du Groupe international de soutien pour la Syrie, signale avec force les préoccupations existantes à cet égard.

M. Gimolieca (Angola) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. O'Brien pour son exposé très complet et pour son engagement continu en faveur de l'assistance humanitaire en Syrie.

Ces dernières semaines, nous avons réitéré à de nombreuses reprises notre détermination collective à remédier à la détérioration de la situation humanitaire en Syrie, notamment la situation à Alep.

Malheureusement, nos appels à un accès humanitaire immédiat, libre et total à toutes les zones de la Syrie, y compris toutes les parties d'Alep, demeurent lettre morte. Même l'Envoyé spécial, M. de Mistura, a décidé d'annuler sa dernière réunion en date prévue avec l'équipe spéciale du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) chargée des questions humanitaires en raison d'un sentiment d'impuissance face à l'absence de changement notable sur le terrain. Il est essentiel que les membres du GISS ainsi que les membres du Conseil de sécurité continuent de déployer de vastes efforts pour amener toutes les parties au conflit à accepter la proposition de reprise de véritables pauses dans les combats, ce qui permettrait d'assurer l'acheminement régulier d'aide humanitaire par des convois à travers les frontières et les lignes de front jusqu'aux zones qui en ont le plus besoin, notamment à Alep. Les volets humanitaire et politique sont indissociables, et il importe donc de poursuivre ces efforts car des pauses peuvent non seulement permettre d'améliorer l'aide humanitaire mais également rendre possible un dialogue constructif sur une éventuelle cessation des hostilités à long terme.

Pour terminer, nous tenons à appuyer l'initiative proposée par M. O'Brien visant à multiplier les couloirs humanitaires et à apporter une aide accrue aux Syriens qui en ont besoin. Nous espérons sincèrement que toutes les parties au conflit agréeront ces propositions pour permettre aux civils de fuir les combats en garantissant la libre circulation, sans contrainte, notamment des personnes se trouvant dans les zones assiégées et difficiles d'accès.

Nous réitérons également notre appui à l'équipe spéciale du GISS chargée des questions humanitaires et espérons que les parties au conflit coopéreront en vue

d'assurer un accès humanitaire immédiat, sans entrave et total à la population syrienne. Nous devons intensifier nos efforts pour veiller à ce que nos propositions soient acceptées, en particulier concernant la cessation des hostilités, compte tenu de la menace croissante posée par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), le Front el-Nosra et tous les autres groupes d'individus, entreprises et entités associés à Al-Qaida ou à l'EIIL, et d'autres groupes terroristes désignés par le Conseil de sécurité.

M. Okamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à remercier M. Stephen O'Brien de son exposé ainsi que de son dévouement et de sa détermination à sauver la vie des personnes se trouvant en Syrie. En décembre dernier, le Conseil s'est réuni dans cette salle pour adopter à l'unanimité la résolution 2254 (2015), et a exprimé l'espoir que des progrès seront faits au niveau du processus politique (voir S/PV.7588). Puis, en février, nous avons adopté la résolution 2268 (2016), souscrivant à l'accord de cessation des hostilités. Et maintenant, six mois plus tard, il est difficile de croire qu'il y a un semestre à peine, nous abordions la question d'une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire syrien.

Aujourd'hui, le tableau est horriblement différent. Durant le mois écoulé, notre attention a été axée sur Alep, et la route de Castello en particulier. Nous sommes loin d'être en mesure de parler d'une cessation des hostilités dans tout le pays, et nous nous concentrons plutôt sur une zone très précise. Je suis attristé de voir à quel point la situation en Syrie s'est détériorée. L'image bouleversante d'Omran Daqneesh, âgé de 5 ans, a rappelé à beaucoup d'entre nous l'ampleur de la tragédie. J'ai été horrifié de voir la poussière et le sang qui recouvraient le jeune visage d'Omran. Le courageux personnel hospitalier et humanitaire sur le terrain nous dit qu'il y a de très nombreux autres enfants comme Omran en Syrie aujourd'hui.

Alors que pouvons-nous faire? Une action humanitaire est en cours, et nous exhortons toutes les parties ayant une influence à jouer leur rôle. Nous devons toutefois tous être extrêmement préoccupés par le fait qu'une catastrophe continue sans qu'une solution ne soit apportée. Dans son dernier rapport en date (S/2016/714), le Secrétaire général exhorte les deux coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS), les États-Unis et la Fédération de Russie, à parvenir rapidement à un accord en vue d'un cessez-le-feu à Alep et ailleurs. Le Japon apprécie à leur juste valeur les efforts faits par les coprésidents pour améliorer la situation sur le terrain et se joint à l'appel du Secrétaire général à parvenir à un accord le plus rapidement possible.

Dans le même temps, je tiens à appeler toutes les parties à redoubler d'efforts pour empêcher que la tragédie en Syrie n'empire encore. Des progrès résolus doivent être faits concernant l'aide humanitaire de l'ONU et l'Accord de cessez-le-feu portant sur quatre localités – Zabadani, Madaya, Fouaa et Kafraya – et leurs environs doit être mis en œuvre. Il est temps que les pays de la région ayant une influence jouent un rôle moteur.

Je tiens également à exprimer mes sincères remerciements à nos collègues de l'ONU et des organisations non gouvernementales présents sur le terrain, qui risquent leur vie pour venir en aide aux Syriens alors même que les combats s'intensifient. J'exhorte également le Gouvernement syrien et toutes les parties concernées à faire preuve de prudence afin de garantir leur sécurité.

Je crois comprendre que la Fédération de Russie s'est déclarée prête à appuyer une pause militaire de 48 heures à Alep. Ce serait une mesure extrêmement importante pour faire évoluer la situation dans cette ville. Pour que cela puisse se faire, et que l'ONU et les organisations non gouvernementales puissent avoir accès à cette zone en toute sécurité, la coopération des forces d'opposition est également essentielle. Nous devons lancer en ce sens un appel au Gouvernement syrien, aux forces d'opposition et à toutes les parties influentes. La communauté internationale observe, pour voir si le Conseil de sécurité et le GISS peuvent améliorer la situation sur le terrain. Notre crédibilité est en jeu.

Les zones et parties assiégées d'Alep exigeront notre attention pendant un certain temps. Néanmoins, une fois qu'une pause ou un cessez-le-feu aura été obtenu, et parallèlement à la recherche d'une solution politique, nous devons également envisager des moyens d'appuyer un relèvement rapide et d'accroître la résilience de la société syrienne. Surtout, nous devons assurer des moyens d'existence, remettre en état les infrastructures sociales et renforcer la cohésion sociale, pour donner ainsi espoir aux personnes et communautés qui doivent faire face à des problèmes très difficiles en Syrie. La communauté internationale doit investir dans la capacité de réaction et la résilience de la société syrienne pour prévenir des crises récurrentes.

M. Méndez Graterol (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Stephen O'Brien, de son exposé et le félicitons, ainsi que son équipe, du travail réalisé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

La République bolivarienne du Venezuela salue les progrès accomplis au niveau de la situation humanitaire en Syrie au cours du mois de juillet. Plus de 480 000 personnes ont reçu une aide humanitaire, soit 40 % des personnes concernées. Il convient également de souligner que, depuis le début de l'année, les organismes humanitaires ont pu avoir accès, plus d'une fois, à 68 % des populations assiégées et venir ainsi en aide à plus de 400 000 personnes. Il faut signaler en particulier le travail réalisé par l'UNICEF, qui a aidé 214 000 enfants syriens vivant dans des zones difficiles d'accès, ainsi que les campagnes de vaccination menées par l'Organisation mondiale de la Santé.

Nous comprenons que cette situation n'est pas idéale, d'autant que se poursuivent les affrontements dans divers endroits de Syrie, en particulier dans la ville d'Alep, assiégée par l'Armée de la conquête, un groupe associé à Al-Qaida. Nous condamnons ses actions criminelles qui ont entraîné des pertes en vies humaines. Nous sommes préoccupés par le fait que la situation sur le terrain pourrait menacer les progrès obtenus depuis la déclaration de cessation des hostilités. Dans ce sens, nous sommes convaincus que le traitement de la question humanitaire doit se faire en toute impartialité et de manière équilibrée pour en éviter la politisation. Il s'agit en effet de contribuer à mettre un terme au siège de la population civile. Nous réitérons que qu'il incombe au Gouvernement syrien la responsabilité de protéger ses concitoyens dans l'ensemble du pays, comme il le fait dans les zones qui sont sous son contrôle. C'est pourquoi le Conseil doit consacrer ses efforts à la recherche d'une solution politique et pacifique du conflit armé.

Nous espérons que la Russie aussi bien que les États-Unis, comme l'évoque le rapport du Secrétaire général (S/2016/714), pourront continuer de trouver un terrain d'entente, aux fins d'avancer sur la voie qui mènera à une paix ferme et durable dans ce pays arabe. Il convient de souligner que, sous la présidence vénézuélienne (voir S/PV.7634), le Conseil a adopté la résolution 2268 (2016), laquelle a établi un espace politique pour assister la population civile en situation d'urgence. Nous encourageons les coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie à poursuivre les consultations bilatérales, dans le but d'appliquer les dispositions de cette résolution. Ce texte souligne que la cessation des hostilités n'octroie aucune protection aux organisations terroristes; elles doivent être combattues par tous les moyens nécessaires en vertu du droit international.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement les propositions faites par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires concernant les trêves humanitaires de 48 heures, ainsi que les annonces faites récemment par la Russie sur la mise en place de couloirs humanitaires à Alep, avec l'assentiment du Gouvernement syrien. Nous réitérons l'importance de lever les sièges de tous les sites touchés, et de respecter les dispositions de la résolution 2268 (2016). Nous condamnons la pratique du siège qui contrevient au droit international humanitaire. Dans ce contexte, nous avons conscience que, dans certains cas, les conditions sur le terrain compliquent le travail des organisations humanitaires. C'est pourquoi nous rendons hommage au travail qu'elles effectuent dans des conditions difficiles et très risquées. Nous réaffirmons que ces organisations ne doivent pas servir de cibles militaires et qu'elles peuvent encore moins être prises à partie dans le conflit armé. Leur seule responsabilité est d'apporter une assistance aux personnes qui en ont le plus besoin, conformément aux règles du droit international humanitaire. Cela étant dit, leur travail doit être coordonné avec l'État concerné, conformément au droit international.

Dans le contexte d'affrontements armés intenses, nous condamnons la destruction des infrastructures et services de base, tels que les hôpitaux et les installations d'approvisionnement en eau et en électricité. En dépit de la résolution 2268 (2016), les attaques se poursuivent contre les installations hospitalières et les services de base, ce qui aggrave la difficile situation humanitaire dans laquelle se trouve la population touchée par le conflit armé. D'autre part, nous prenons acte de la coopération en place entre les autorités syriennes et le Programme alimentaire mondial, dont les institutions bénéficient à plus de 4,1 millions de personnes, et qui a réalisé 87 parachutages à l'intention de la population de Deïr ez-Zor.

À cet égard, Raqqa est l'une des localités où le besoin d'aide humanitaire s'est aggravé, parce que, comme l'évoque le rapport du Secrétaire général, c'est l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) qui en a le contrôle. Nous renouvelons notre condamnation de la pratique systématique, par l'EIIL, de refuser l'accès

humanitaire à la population civile, ainsi que de recourir aux disparitions forcées, aux actions criminelles contre les minorités ethniques et les femmes et au recrutement d'enfants dans les zones qu'il contrôle. De tels actes contreviennent au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Ils constituent également des crimes de guerre dont leurs auteurs devront répondre devant la justice.

L'EIIL, le Front el-Nosra et les entités qui leur sont associées sont devenues une grave menace pour la paix et la stabilité de la région. Leur influence doit être combattue par tous les moyens nécessaires. Nous rappelons que la fin de la crise humanitaire est indissociable de la fin du conflit armé. C'est pourquoi nous rappelons notre appui aux initiatives de paix de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, visant à trouver un règlement politique et pacifique au conflit armé en Syrie. La complexité de la situation humanitaire en Syrie exige que les parties se réunissent pour négocier sans conditions préalables, au bénéfice et dans l'intérêt du peuple de ce pays.

Enfin, nous appelons les parties et les acteurs ayant une influence sur elles à faire en sorte que les négociations politiques reprennent le plus rapidement possible. Comme tous les membres du Conseil de sécurité l'ont rappelé, le règlement de cette crise est politique, et il convient donc de redoubler d'efforts pour permettre la réalisation de cet objectif. La prolongation du conflit ne fera que provoquer davantage de souffrances et de destruction. Nous misons tous nos espoirs sur la paix et sur la déroute du terrorisme en Syrie.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint O'Brien de son exposé. Comme nous l'avons entendu de la bouche du Secrétaire général adjoint O'Brien et d'autres collègues, la semaine dernière, l'attention du monde a été véritablement happée par le regard choqué, vide, d'un enfant de 5 ans, Omran Daqneesh, assis à l'arrière d'une ambulance après avoir été retiré des décombres de l'immeuble où vivait sa famille, dans l'est d'Alep. Le plus frappant toutefois était peut-être le silence d'Omran. Alors même que de la poussière, des débris et du sang séché recouvraient le visage de ce jeune garçon, il n'a pas pleuré. Il n'a pas crié à l'aide. Il n'a même pas appelé ses parents. Tout ce qu'Omran a été capable de faire, c'est regarder dans le vide et essuyer ses mains sur le siège de l'ambulance pour en enlever la saleté.

Prenons un instant pour imaginer, brièvement, le degré de traumatisme qu'a dû vivre le petit Omran, pour que sa réaction, face à l'effondrement de son logement, n'implique aucun son. Mais imaginons également ce qui va se produire maintenant pour Omran, et pour une génération entière d'enfants syriens qui, comme lui, n'ont rien connu d'autre que la guerre. Omran va peut-être bientôt sortir de l'un des rares hôpitaux restants dans l'est d'Alep, mais il sera toujours confronté à l'horreur des frappes aériennes russes et syriennes qui ne cessent de viser son quartier, jour après jour. Comme nous l'avons appris ce week-end, le grand frère d'Omran, Ali, a succombé à ses blessures dues à la frappe aérienne – le résultat des attaques délibérées du régime d'Assad, pour isoler l'est d'Alep.

Dans l'ensemble de la Syrie, le régime d'Assad s'appuie sur l'assistance russe pour intensifier le conflit. Des fronts qui avaient été relativement paisibles ces derniers mois sont de nouveau bombardés par le régime. Par exemple, dans le gouvernorat de Deraa, des frappes aériennes ont détruit le seul hôpital de la ville de Jassem, et les frappes qui ont touché Bosra el-Cham ont déplacé des milliers de personnes. À Edleb et Alep, entre le 5 juin et le 10 août, Human Rights Watch a signalé pas moins de 18 attaques à l'arme incendiaire, décrites par un résident d'Edleb comme des « blocs de flammes tombant du ciel ». Dans la communauté assiégée de Daraya, où les 4 000 habitants de la ville n'ont reçu ni nourriture ni médicaments des Nations Unies depuis 74 jours, on parle de civils présentant des brûlures correspondant à une exposition au napalm, et nous rappelons qu'hier était le troisième anniversaire de l'atroce attaque à l'arme chimique perpétrée dans la Ghouta, et dont les États-Unis restent déterminés à poursuivre les auteurs.

Le régime d'Assad n'a eu aucune hésitation à recourir aux tactiques les plus abjectes pour en tirer des avantages militaires, qu'il s'agisse d'appliquer des sièges visant à affamer des populations pour qu'elles se rendent, ou de larguer des barils d'explosifs artisanaux depuis des hélicoptères. Voilà le régime que la Russie appuie avec ses propres frappes aériennes et ses conseillers militaires. Les combats empirent et, avec eux, leurs conséquences humanitaires. Depuis des mois, le régime d'Assad se refuse à accorder un accès humanitaire sans entraves. Ce mois-ci, aucun convoi des Nations Unies n'a été mis en marche, en grande partie à cause des obstructions bureaucratiques absurdes du régime d'Assad, qui n'a autorisé ce mois aucune assistance en faveur de la population dans l'est d'Alep. Cela concerne

jusqu'à 275 000 Syriens vivant en état de siège. Cela fait près de quatre mois que Madaya, Zabadani, Fouaa et Kafraya n'ont pas reçu d'aide. Plus de deux mois se sont écoulés depuis qu'une assistance est parvenue à la communauté assiégée de Waer.

Certes, les États-Unis condamnent toutes les parties au conflit qui recourent à des tactiques de siège, mais il nous faut être clairs : dans 78 % des cas, une écrasante majorité, ce sont le régime d'Assad et ses soutiens internationaux qui sont responsables du siège de la population syrienne. Alep est sous la menace d'un double siège, avec le régime qui la bombarde à l'est et les forces d'opposition qui attaquent à l'ouest. Quelque 1,8 million de personnes vivant des deux côtés d'Alep risquent d'être prises au piège et coupées de toute assistance si toutes les parties ne prennent pas immédiatement des mesures pour permettre un accès humanitaire sans entrave et des livraisons humanitaires sans condition.

La semaine dernière, la Russie a annoncé qu'elle appuyait la proposition de l'ONU d'instaurer des trêves hebdomadaires de 48 heures à Alep, le strict minimum pour que l'ONU puisse acheminer de l'aide. Les États-Unis sont favorables à ces trêves, qui peuvent apporter aux habitants d'Alep une accalmie temporaire dans les bombardements journaliers qu'ils subissent et permettre à l'aide de leur parvenir. Il est impératif que tous les groupes armés à Alep respectent ces trêves et coopèrent avec l'ONU pour garantir l'accès aux deux côtés de la ville. La Russie doit faire suivre sa déclaration unilatérale de mesures concrètes en faveur d'un accès régulier et durable à Alep. Mais ces trêves ne sont pas la solution au problème des livraisons d'aide humanitaire. Pour cela, il faut un accord plus global qui permette un retour à la cessation des hostilités et garantisse l'accès humanitaire sans entrave sur tout le territoire. Dans l'intervalle, les habitants d'Alep ont besoin sans attendre de l'aide de l'ONU.

Un autre facteur clef qui aggrave les souffrances humanitaires en Syrie est la destruction systématique par le régime d'Assad des hôpitaux et des installations médicales. Ces cinq derniers jours, six centres de soins de santé, hôpitaux et laboratoires ont été visés par des frappes aériennes. À Deraa, l'un des premiers bâtiments touchés par la montée en puissance des frappes aériennes du régime depuis la fin juillet a été l'hôpital de campagne Al Radwan, qui desservait plus de 400 000 personnes, lesquelles pour la plupart ont dû fuir vers d'autres régions de Syrie pour échapper à la violence. Les frappes aériennes ont déjà détruit par deux fois cet hôpital, et la population résiliente de Deraa a investi à chaque fois le peu qu'elle avait dans sa reconstruction. Les autorités locales doivent une fois de plus faire un choix déchirant : essayer de reconstruire une troisième fois l'hôpital, au risque de voir les ressources ainsi investies une nouvelle fois gaspillées par de futures frappes aériennes, ou abandonner et laisser la population de Deraa sans soins médicaux essentiels.

L'absence de soins de santé dans l'est d'Alep force à demander des évacuations sanitaires que le régime d'Assad continue résolument d'ignorer. En juillet, cinq des neuf hôpitaux situés dans l'est d'Alep ont été frappés, et il ne reste plus que 35 docteurs en exercice. Ces médecins héroïques n'ont tout simplement aucun outil, aucun équipement, aucun médicament pour prodiguer les soins dont les si nombreux Syriens blessés en raison des combats ont désespérément besoin.

Le 8 août, le docteur Zaher Sahloul, de la Syrian American Medical Society, a évoqué devant les membres du Conseil de sécurité le cas de Shahad, cette petite fille de 10 ans grièvement blessée lorsque le régime d'Assad a largué des barils d'explosifs sur sa maison. Les blessures de Shahad étaient certes très graves, mais le médecin pensait à l'époque qu'elle pouvait être sauvée à condition de recevoir les soins voulus, et de pouvoir notamment effectuer une tomographie par ordinateur à des fins de diagnostic, une technologie qui n'est disponible nulle part dans l'est d'Alep. La petite fille est morte le lendemain même après que le docteur Sahloul nous eut expliqué à quel point il était urgent qu'elle soit évacuée. Il ne s'agit que d'une enfant parmi les innombrables hommes, femmes et enfants qui auraient pu être sauvés si ce n'était la tactique de siège employée par le régime d'Assad.

Les mesures que doivent prendre les parties pour remédier à cette situation sont bien connues. Le régime d'Assad doit reconnaître qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Ceux qui rendent possibles et appuient les attaques menées par l'armée d'Assad, notamment la Russie, doivent user de leur influence pour faire cesser ces bombardements. Alors que nous continuons de négocier un retour à la cessation des hostilités, les sièges imposés par Al-Assad, ses barils d'explosifs, ses frappes contre les installations médicales, son obstruction à l'acheminement de l'aide et son utilisation d'armes incendiaires ne font que rendre cet objectif plus difficile à atteindre. Les négociations nécessitent de faire preuve de bonne volonté, mais

le régime d'Assad a au contraire choisi d'étendre les combats sur le terrain et d'aggraver les souffrances du peuple syrien.

Je terminerai simplement sur une dernière remarque. Vendredi dernier, le 19 août, c'était la Journée mondiale de l'aide humanitaire, à l'occasion de laquelle nous honorons ceux qui ont été tués en tentant d'aider les autres et ceux qui risquent leur vie chaque jour pour alléger les souffrances d'autrui. En Syrie, des centaines de membres du personnel de l'ONU, d'agents et de volontaires du Croissant-Rouge, de travailleurs des organisations non gouvernementales, de docteurs, d'infirmiers et de Casques blancs en première ligne, comme le regretté Khaled Omar Harrah, dont Stephen O'Brien vient d'annoncer la mort, ont payé le prix ultime pour leur abnégation et leur bravoure au service des autres. À l'occasion de la manifestation qui était organisée vendredi soir dernier dans la salle de l'Assemblée générale pour célébrer la Journée mondiale de l'aide humanitaire, Hala Kamil, une mère syrienne courageuse, dont la famille de quatre enfants a fui Alep et est le sujet du documentaire intitulé « Frontline : Children of Syrie » (« En première ligne : les enfants syriens »), s'est exprimée devant une salle comble et a dit :

> « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent qu'il y a deux mondes, un pour les décideurs politiques et un pour ceux qui subissent les conséquences de leurs décisions. Nous qui subissons les conséquences devons avoir notre mot à dire face à l'action ou à l'inaction des puissants. »

Laissons nous guider par la voix de Hala et celle des nombreux Syriens qui chaque jour réclament la paix et aidons ceux qui souffrent. Si nous voulons faire honneur à leurs sacrifices, nous ne pouvons pas continuer à égrener la même liste d'horreurs, la même liste mais avec des noms différents, mois après mois tandis que la Syrie plonge un peu plus vers le point de non-retour. Au contraire, nous devons mettre fin aux sièges, fin aux largages de barils d'explosifs et fin aux frappes contre les civils. Ce n'est ainsi que les Syriens comme Hala Kamil et ses enfants, Sara, Farah, Helen et Mohammed, pourront enfin contempler un avenir différent et plus humain.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais commencer mon intervention en reprenant l'idée sur laquelle M. O'Brien a conclu son exposé. M. O'Brien a dit que la tragédie humanitaire était le signe d'un échec politique. On ne peut qu'être d'accord avec lui. A-t-on pensé aux conséquences humanitaires lorsqu'on est intervenu en Iraq, donnant ainsi naissance à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL)? A-t-on pensé aux conséquences humanitaires lorsqu'on a lancé la spirale de la violence en Syrie et lorsqu'on a inondé le pays d'armes, n'hésitant pas à apporter du soutien à des terroristes, qui sont devenus les principales forces antigouvernementales?

La situation humanitaire en Syrie demeure extrêmement complexe. Le Gouvernement syrien, dans le contexte d'une guerre très difficile menée par des groupes terroristes et par des formations militaires illégales qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se démarquer de ces groupes terroristes, fait tout ce qu'il peut pour garantir à ses concitoyens une vie plus ou moins normale, et il le fait malgré des sanctions économiques unilatérales.

On ne peut que qualifier d'héroïque l'action du Croissant-Rouge syrien. Un travail important est aussi mené par les institutions spécialisées des Nations Unies, et de nouveaux pays se sont joints à ceux qui apportaient déjà une coopération bilatérale. La Russie, de son côté, continue d'apporter une aide humanitaire à la population syrienne. La semaine dernière des familles démunies de Marmarite, dans la province de Homs, ont reçu 2 tonnes de fournitures humanitaires et 6 tonnes sont parvenues à un orphelinat d'Alep. Un largage de 17 tonnes de fournitures de l'ONU a aussi été effectué dans la ville de Deïr ez-Zor, assiégée par les terroristes. Avec la participation des institutions spécialisées des Nations Unies, le travail se poursuit concernant la définition des paramètres des trêves humanitaires, en particulier pour ce qui est de l'initiative visant à obtenir un cessez-le-feu de 48 heures à Alep. Cela étant, nous partons du principe que les trêves humanitaires ne doivent pas être utilisées par les rebelles pour se réapprovisionner ou se regrouper, comme cela a pu être le cas par le passé. Nous espérons que ceux qui protègent l'opposition syrienne sauront garantir la capacité de cette dernière de conclure des accords et de s'y tenir.

Les efforts en faveur de la réconciliation inter-syrienne se poursuivent également. D'après les données recueillies par le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes à Hmeymim, le nombre d'agglomérations ayant rejoint le processus de réconciliation est passé à 444. Au cours des dernières 24 heures, des accords ont été conclus avec les représentants de cinq agglomérations supplémentaires

dans les provinces de Lattaquié et de Homs. Le nombre des groupes armés qui ont adhéré à la cessation des hostilités est lui toujours de 69. L'accord est respecté dans la majorité des provinces de la République arabe syrienne. Cependant, les formations terroristes du Front el-Nosra et de l'EIIL continuent de s'y opposer et de faire barrage.

Pour nous, il demeure évident que changer radicalement la situation humanitaire en Syrie n'est pas possible sans continuer parallèlement de combattre les terroristes. On ne peut permettre la montée en puissance du terrorisme international en Syrie. Un des problèmes tient au manque de distinction claire entre l'opposition dite « modérée » et les terroristes de l'EIIL et du Front el-Nosra. En février, nos collègues américains ont promis de régler ce problème, or rien ne s'est passé. Le Front el-Nosra continue ses activités sous un nouveau nom, Front de la conquête du Levant, mais cela ne change rien au fond du problème. À cet égard, nous sommes extrêmement inquiets des déclarations par lesquelles des représentants du prétendu Haut Comité des négociations se sont félicités de cette nouvelle dénomination du groupe, démontrant ainsi les liens qui existent entre eux et les terroristes. Le Conseil de sécurité a plus d'une fois pris des décisions selon lesquelles ceux qui se mettent du côté des terroristes ou qui les soutiennent sont eux-mêmes des terroristes. C'est bien ainsi qu'il faut procéder. Je soulignerais que l'accent mis sur la lutte antiterroriste ne rabaisse en rien l'importance de l'aide humanitaire ou ne signifie en rien que l'on peut y renoncer.

Je rappellerai que, en même temps que le Gouvernement syrien, nous avons créé 6 couloirs humanitaires pour permettre à la population de l'est d'Alep de quitter la zone. Par ailleurs, pour parvenir à un règlement durable des problèmes humanitaires à Alep, il est fondamental d'empêcher que les couloirs humanitaires servent à alimenter les combattants terroristes en armes et en munitions. Malheureusement, nous avons déjà rencontré ce problème par le passé lorsque des trêves humanitaires prolongées ont été mises à profit par des extrémistes pour se regrouper et pour renforcer leur arsenal. À cet égard, il faut en particulier renforcer le contrôle des mouvements de marchandises aux points de passage frontaliers entre la Turquie et la Syrie.

La situation difficile de la population civile en Syrie est le résultat de longues années de guerre auxquelles on ne pourra mettre fin que par des moyens politiques. Mais en quoi la situation est-elle meilleure, par exemple, pour la population civile au Yémen? Il est évident que se lamenter sur certaines tragédies alors que l'on en attise d'autres est une démarche délibérée utilisée par certaines capitales. Qu'ont réellement fait ceux qui se soucient, fort à propos, de la situation humanitaire en Syrie, pour y remédier? Nous ne voyons pas venir de leur part la moindre information ayant trait à un travail concret qui permettrait d'améliorer la situation. Où sont les pressions exercées sur les membres de l'opposition pour qu'ils mettent fin à leurs méthodes de guerre barbares, telles que l'utilisation de bombes et autres machines infernales ou les attentats suicides? Où sont les appels pour qu'ils mettent fin aux attaques contre Damas, par exemple, et pour qu'ils respectent sur place des trêves humanitaires? Qu'est-ce qui a été fait à l'égard des protégés de Ahrar el-Cham pour que soit enfin appliqué l'Accord de cessez-le-feu portant sur quatre localités – Zabadani, Madaya, Fouaa et Kafraya – et leurs environs, signé à Istanbul, et que parvienne l'aide aux villes assiégées de Fouaa et de Kafraya? Qu'est-ce qui a vraiment été fait pour exiger des opposants qu'ils arrêtent d'empêcher la population civile de quitter l'est d'Alep par les couloirs humanitaires créés à l'initiative de la Russie? Les islamistes ne laissent pas ceux qui souhaitent quitter Alep le faire et font feu sur les couloirs humanitaires. Et plutôt que d'avoir une influence concrète sur les combattants, certains dressent un écran médiatique autour des activités terroristes et criminelles qui se déroulent.

Malheureusement, certains membres du Conseil de sécurité ne se montrent pas de bonne foi dans nos débats, n'hésitant pas ainsi à glisser sans scrupule dans leurs déclarations des insinuations provocatrices à l'encontre des forces aériennes russes, alors qu'ils taisent en même temps les agissements de leurs propres forces. Nous savons, par exemple, que le 19 juillet, un avion de la coalition menée par les États-Unis d'Amérique a effectué plus de 90 frappes aériennes sur une ville de la zone de Manbej, où des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées, y compris des femmes et des enfants. Par ailleurs, les formations armées de ce qu'il convient d'appeler « armée démocratique syrienne » ont également mené des actions militaires et des combats intenses dans des quartiers résidentiels, sans que la moindre assistance soit apportée à la population. La seule issue, pour elle, le 19 juillet, consistait à sortir de la ville sous le feu, tandis que les frappes aériennes contre les convois de réfugiés faisaient quelque 200 victimes.

Pourtant, la coalition n'a pas pris les mesures de précaution qui s'imposent pour éviter des accidents mortels. Les bombardements effectués le 28 juillet par la coalition sur le village d'Al-Ghandour ont également fait 28 morts, dont sept enfants, et 10 blessés. Depuis, c'est la deuxième fois que nous débattons de la situation humanitaire en Syrie, ce qui n'empêche que rien n'a été dit sur ces événements particuliers par les membres de la coalition. Je voudrais ici inviter nos collègues occidentaux à mettre le holà à leurs discours, et à se regarder plus souvent dans le miroir pour examiner leurs propres agissements et les agissements de leurs protégés, s'ils veulent éviter d'autres tragédies.

Pour conclure, je dirai qu'il est absolument nécessaire de renforcer les efforts visant à inciter les parties à obtenir un règlement pacifique sur la base des instruments internationaux déjà adoptés. Nous exhortons tous ceux qui ont une influence sur l'opposition à amener celle-ci à adopter enfin des positions qui permettent d'avancer véritablement dans la voie d'un règlement politique. Faute de quoi, il sera impossible d'obtenir des progrès dans la lutte contre le terrorisme ou d'obtenir la transformation radicale qui s'impose dans la situation humanitaire en Syrie.

M. Seck (Sénégal) : Qu'il me soit permis tout d'abord de féliciter M. Stephen O'Brien des efforts qu'il déploie en Syrie, ainsi que tous les acteurs humanitaires, dont nous sommes témoins des sacrifices quotidiens. Je tiens également à remercier M. O'Brien de la clarté de sa présentation de ce trentième rapport du Secrétaire général sur la Syrie (S/2016/714), dont l'examen nous offre l'opportunité de nous pencher une nouvelle fois, au-delà de la crise humanitaire, sur la situation politique et sécuritaire difficile qui prévaut en Syrie.

Comme ma délégation a eu à le rappeler lors de la dernière séance d'information, la cessation des hostilités, qui est indispensable à l'assistance humanitaire et qui est une condition principale à l'aboutissement du processus politique, nous semble sérieusement compromise. À ce propos, notre principale source de préoccupation demeure la poursuite des affrontements entre l'armée syrienne et les groupes armés de l'opposition dans plusieurs gouvernorats, en particulier ceux de Deïr ez-Zor, Edleb, Rif-Damas, et Alep, où les bombardements continuent de faire de nombreuses victimes, y compris des enfants, des femmes et des personnes âgées et vulnérables. Il convient de noter qu'en plus de centaines de victimes, ces violences ont entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes, en particulier à Edleb, où 45 000 personnes ont fui les bombardements aériens.

Les frappes aériennes menacent de placer sous siège entre 250 000 et 275 000 personnes à Alep en raison de l'interdiction, depuis le 7 juillet 2016, de la route du Castello, seule voie d'accès à la partie orientale de la ville, situation qui a engendré une hausse substantielle des prix des denrées de première nécessité, qui se raréfient. Il s'y ajoute les conséquences désastreuses sur les enfants, qui souffrent de plus en plus de la malnutrition, ainsi que des maladies que celle-ci favorise.

En outre, l'intensification des affrontements entre les forces kurdes et l'armée gouvernementale à Hassaké, au nord de la Syrie, a entraîné, en plus des victimes civiles, le déplacement de nombreuses personnes, tout en rendant plus compliqué ce conflit déjà difficile à cerner en raison des multiples acteurs en présence. La ville assiégée d'Al-Wair, abritant 100 000 personnes, qui fait actuellement l'objet d'un ultimatum de la part des forces gouvernementales, sur fond de discours sectaire et d'absence d'assistance humanitaire depuis mars dernier, doit retenir toute notre attention.

S'y ajoute la destruction d'infrastructures publiques, telles que les marchés, les écoles, mais également des établissements sanitaires, dont 44 auraient fait l'objet d'attaques rien qu'en juillet 2016, en violation flagrante du droit international humanitaire et de la résolution 2286 (2016). À ce sujet, ma délégation saisit cette occasion pour rappeler une fois de plus aux parties en conflit, et en particulier au Gouvernement syrien, l'obligation qui leur incombe en matière de respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Tenant compte de tout ce qui précède et saluant les efforts en cours, notamment ceux qui ont été engagés par la Fédération de Russie, nous réitérons notre soutien à la requête des organismes humanitaires des Nations Unies, visant à mettre en œuvre des trêves hebdomadaires de 48 heures, afin de favoriser la prise en charge des populations dans le besoin. Aussi exhortons-nous le Groupe international de soutien pour la Syrie, et en particulier ses coprésidents que sont les États-Unis et la Fédération de Russie, à continuer d'user de son influence sur les parties, notamment sur le Gouvernement syrien, pour une mise en œuvre effective de cette trêve si indispensable à l'action humanitaire.

En me félicitant des efforts continus des acteurs humanitaires, en particulier des organismes de l'ONU

et du Croissant-Rouge syrien, pour assurer l’assistance humanitaire aux milliers de Syriens, je tiens à relever les contraintes majeures qui pèsent encore sur une prise en charge optimale des besoins des populations concernées. C’est, d’ailleurs, le lieu de regretter la forte hausse du nombre des personnes vivant dans les zones assiégées et d’accès difficile, qui est passé de 4,6 millions à 5,47 millions de personnes, soit une importante hausse de 900 000 individus, principalement en raison des violences, mais également des lourdeurs administratives et d’obstructions de la part des belligérants.

Aussi, tout en nous félicitant des progrès en matière d’approvisionnement de l’aide au niveau des zones assiégées et d’accès difficile, notamment suite aux autorisations accordées par le Gouvernement, nous invitons ce dernier à œuvrer pour que l’objectif de couvrir 1,2 million personnes en août 2016 puisse être atteint. En définitive, il convient de parvenir à des autorisations permanentes au profit de l’ONU car l’assistance humanitaire en faveur des populations dans le besoin est, nous le rappelons, une obligation en matière de droit international humanitaire. Certes, nous saluons l’évacuation pour des raisons médicales de 39 personnes, parmi lesquelles des enfants des villes assiégées de Madaya et de Fouaa par le Croissant-Rouge syrien, mais aussi, nous rappelons que plusieurs civils, notamment des enfants résidant dans les quatre villes assiégées – Fouaa, Kafraya, Zabadani et Madaya – objet de l’accord sur les quatre villes, demeurent encore dans un besoin d’évacuation humanitaire. De même, nous continuons à dénoncer la pratique consistant à retirer des convois humanitaires les équipes médicales destinées aux personnes en situation d’urgence, en particulier les femmes enceintes.

En plus des problèmes d’état civil et de dislocation des familles et des mariages précoces, le phénomène des enfants soldats continue d’affecter les enfants syriens. À ce sujet, ma délégation voudrait se réjouir des efforts continus de l’UNICEF et de ses partenaires qui ont réussi à apporter une assistance multidimensionnelle à 214 000 enfants, rien que pour le mois de juillet 2016. Dans le même ordre d’idées, nous saluons la poursuite de la campagne de vaccination mise en œuvre par l’Organisation mondiale de la Santé et l’UNICEF, campagne qui a déjà permis de couvrir 1,07 millions enfants, soit un taux de 86 %.

Le sacrifice que continuent de consentir les membres du personnel médical et humanitaire en faveur du peuple syrien dans sa quête de dignité s’est encore illustré par la disparition tragique de l’agent de l’Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en l’occurrence M. Yasser Mahmoud Shuaeeb, victime d’éclats d’obus le 17 juillet 2016. Aussi, je saisis cette occasion pour renouveler l’hommage appuyé au courage de ces hommes et de ces femmes et lancer un appel pour la libération de ceux d’entre eux qui sont encore en détention.

Enfin, la situation sécuritaire et humanitaire inacceptable qui prévaut en Syrie, où plus de 13 millions de personnes ont quitté leur domicile, devrait heurter notre conscience collective afin qu’une action décisive puisse enfin être menée en vue de parvenir à une solution définitive à la crise et, surtout, permettre aux populations concernées de retourner chez elles dans la sécurité et la dignité. Aussi voudrais-je réitérer l’appel de ma délégation aux acteurs influents, en particulier le Groupe international de soutien pour la Syrie et à ses propres présidents pour qu’ils se concentrent davantage sur la situation humanitaire, car, on ne le répétera jamais assez, la crise humanitaire sans précédent en Syrie n’est que le symptôme du conflit politique qui s’enlise de jour en jour. De même, nous tenons à rappeler l’impératif de donner toute sa chance au processus politique encadré par la résolution 2254 (2015) sous l’égide de l’ONU.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint O’Brien pour son exposé.

Les conflits dans certaines régions de Syrie se sont intensifiés dernièrement, et la situation à Alep s’est aggravée, se traduisant par un grand nombre de victimes civiles, ce qui a appelé l’attention de la communauté internationale. La Chine est extrêmement préoccupée par les victimes civiles et la crise humanitaire en Syrie. Nous nous félicitons de l’appui de la Russie à la proposition de l’ONU relative à une pause humanitaire hebdomadaire de 48 heures à Alep. Nous saluons les efforts déployés par les coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie, les États-Unis et la Fédération de Russie. Nous espérons que les parties concernées exhorteront le Gouvernement et l’opposition en Syrie à mettre en œuvre l’accord de cessation des hostilités en toute bonne foi et à faciliter les efforts des organismes d’aide de l’ ONU visant à améliorer sans retard la situation humanitaire à Alep.

La Chine a activement appuyé l’amélioration de la situation humanitaire en Syrie et a fourni par de multiples canaux toutes sortes d’aide humanitaire, notamment des

denrées alimentaires et autres types de fournitures, tant à la Syrie qu'à d'autres pays de la région.

Le règlement politique de la question syrienne est la seule solution possible à la résolution d'une série de questions liées à la Syrie, y compris le problème humanitaire. La communauté internationale doit maintenir le cap sur la voie d'un règlement politique en intensifiant les efforts axés sur un règlement politique. L'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, œuvre activement à l'ouverture dès que possible d'un nouveau cycle de pourparlers de paix à Genève. Toutes les parties en Syrie doivent veiller aux intérêts nationaux de la Syrie et de son peuple et participer aux pourparlers de paix de Genève afin de trouver une solution acceptable pour toutes les parties et ce, d'une manière progressive. La communauté internationale, y compris les autres pays de la région, doit appuyer le rôle de chef de file de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des bons offices et appuyer l'Envoyé spécial dans ses travaux, afin de maintenir l'élan en faveur d'un règlement politique et de veiller à ce que le processus puisse se concrétiser.

La lutte contre le terrorisme est un défi qui doit être relevé dans le cadre de la recherche d'une solution en Syrie. Le terrorisme dans la région, et en particulier sur le territoire syrien, fait des victimes civiles et entrave les efforts de secours internationaux. La communauté internationale doit renforcer sa coordination, appliquer des normes uniformes et unir ses forces pour lutter contre toutes les organisations terroristes en Syrie listées par le Conseil de sécurité, afin de créer des conditions propices à la réalisation d'une solution politique.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Malaisie.

Je m'associe aux orateurs précédents pour remercier le Secrétaire général adjoint O'Brien de son exposé.

Nous ne nous sommes que trop habitués à entendre le Bureau de la coordination des affaires humanitaires lancer un appel désespéré pour que nous répondions aux immenses besoins humanitaires des civils dans les zones assiégées et difficiles d'accès en Syrie, en particulier la situation désastreuse d'Alep. Vendredi dernier, nous avons célébré la Journée mondiale de l'aide humanitaire, une journée visant chaque année à nous rappeler d'atténuer les souffrances des innocents. C'est une journée qui devrait renforcer notre détermination, une journée visant à honorer le courage des acteurs humanitaires qui fournissent cette assistance si nécessaire. Il est en effet effroyable que ce qui a précédé cette journée a été un rappel brutal de la manière dont le monde s'est enfoncé dans de nouveaux troubles. Les images du petit Omran Daqneesh, un petit Syrien de 5 ans, assis, impassible malgré son visage en sang, sont devenues un symbole de ce conflit et de ses conséquences tragiques pour les civils, en particulier les enfants. Cela a été une expérience choquante qui nous a laissés sans voix. L'importance de la Journée mondiale de l'aide humanitaire a été paradoxalement accompagnée d'une cruelle ironie qui a rappelé avec force qu'il faut faire plus en ce qui concerne la Syrie.

Le Conseil doit encore se prononcer sur la pause humanitaire hebdomadaire de 48 heures à Alep, près de deux mois après qu'elle a été demandée par l'Organisation des Nations Unies. Le silence continu du Conseil serait contraire à son exigence d'une solution politique, tandis que la violence continue de s'aggraver à Alep et au-delà. L'idéal aurait été une réponse immédiate en faveur d'une pause humanitaire hebdomadaire et une pleine approbation de sa mise en œuvre. Après sept semaines, la Fédération de Russie a exprimé son appui en faveur d'une pause humanitaire. Nous devons de toute urgence saisir cette occasion pour mettre nos divergences de côté et nous prononcer collectivement en faveur d'une pause humanitaire dès cette semaine.

Cet accord n'est toutefois qu'un premier pas. Nous continuons d'espérer que les parties belligérantes respecteront et mettront en œuvre une trêve de deux jours. Il importe également de souligner que la pause humanitaire ne doit pas avoir lieu une seule fois, elle doit être maintenue à long terme.

Ma délégation saisit cette occasion pour rappeler aux parties à la cessation des hostilités leurs responsabilités concernant les termes de l'accord signé en février et espère que, à terme, les pourparlers s'imposeront et que l'effusion de sang, à Alep et dans d'autres villes syriennes cesseront. Au moment où les combats incessants à Alep ont détourné notre attention d'autres villes syriennes, nous nous devons de nous faire l'écho des sentiments exprimés par le Secrétaire général adjoint O'Brien concernant les obstacles à l'acheminement de l'aide dans d'autres zones assiégées et difficiles d'accès. Nous exhortons toutes les parties à veiller à assurer l'accès humanitaire à ces villes. Comme nous l'avons souvent vu ces dernières semaines, cet accès ne doit pas être entravé de manière délibérée.

Cette semaine est déterminante pour la Syrie, ainsi que pour les importantes pauses humanitaires essentielles à Alep, lesquelles, nous l'espérons, ouvriront la voie à la fourniture d'une aide humanitaire accrue aux civils. M. de Mistura devrait également reprendre les pourparlers de paix entre Syriens à Genève. Nous avons insisté à maintes reprises sur le fait qu'une solution politique est la seule voie à suivre, et nous affirmons notre appui à des pourparlers facilités par l'ONU en vue de parvenir à un règlement politique du conflit syrien. Nous espérons qu'il sera possible de donner une impulsion à la reprise d'un dialogue politique sans conditions. Nous espérons qu'une trêve ou une cessation des hostilités plus durable entre les différentes parties, en particulier entre les forces gouvernementales et les forces d'opposition, pourra être convenue sans tarder. Comme de nombreuses parties prenantes l'ont dit, un recul de la violence rendrait surtout la terrible crise humanitaire à laquelle doivent faire face les Syriens ordinaires moins pénible, un objectif que nous n'avons hélas pas pu atteindre jusque-là, ce qui a eu pour conséquence d'indicibles souffrances humaines. Nous devons y mettre fin.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Avant de commencer, je tiens à appeler l'attention des membres du Conseil sur le fait que le Gouvernement syrien rejette toute responsabilité dans l'attaque qui a visé une zone du quartier d'Al-Qatarji, dans la ville d'Alep. De même, le Gouvernement russe a rejeté toute responsabilité à cet égard. Il faut donc chercher l'auteur du crime ailleurs. À cet égard, je souligne bien entendu que cette tragédie qui a eu lieu dans le quartier d'Al-Qatarji est directement liée aux événements évoqués par certains orateurs concernant Omran, l'enfant syrien – un enfant syrien, et non un enfant venu de Mars ou de Vénus. Un enfant syrien qui rappelle Alan, Rym, et d'autres enfants syriens qui ont souffert de cette crise, et des vents de la conspiration qui soufflent sur mon pays, la Syrie, de manière directe ou indirecte.

Avant d'en venir à ma déclaration, je rappelle simplement quelques faits qui vont peut-être raviver la mémoire de certains membres du Conseil afin qu'ils séparent le bon grain et l'ivraie.

Le 30 avril 2014, les avions de ce qu'on appelle la coalition, menée par les États-Unis d'Amérique, ont détruit le centre pour sourds-muets de la ville de Raqqa, tuant des dizaines d'enfants, sourds-muets. Le 7 juillet, ce qu'on appelle la coalition internationale a commencé l'opération dite de libération de Manbej par des frappes aériennes intensives qui ont pris pour cible les habitants de la ville, faisant des centaines de victimes civiles : enfants, femmes et hommes. Le 12 juillet, les avions de ce qu'on appelle la coalition internationale ont bombardé le village de Soussé, à Deïr ez-Zor, et 17 civils sont morts en martyr, dont des enfants et des femmes. Le 26 juillet, l'avion de combat français opérant dans le cadre de ce qu'on appelle la coalition internationale, a mené une attaque sur le village de Toukhan al-Qubra, dans les faubourgs d'Alep. Cette agression a fait plus de 180 victimes civiles, dont un grand nombre d'enfants et de femmes. Bien entendu, la soi-disant coalition internationale n'a pas obtenu le feu vert du Gouvernement syrien pour mener ses activités dans l'espace aérien syrien. De plus, le Gouvernement syrien ne l'a absolument pas invitée à venir dans notre pays. Cela constitue une violation flagrante des principes de base les plus simples de la façon de fonctionner à l'Organisation internationale, et nous reviendrons sur ce point par la suite.

À Alep, les victimes sont des civils syriens. À Damas, les victimes sont également des civils syriens. À Edleb, à Deraa, à Raqqa, à Deïr ez-Zor et dans d'autres villes, les victimes sont des civils syriens. Personne au monde ne tient à la vie de ces Syriens et souffre avec eux plus que nous, le Gouvernement et le peuple syriens. Nul autre que nous ne paye le prix exorbitant de cette guerre terroriste imposée à mon pays, la Syrie. Mais les questions qu'il faut poser sont : pourquoi ces civils sont-ils pris pour cible? Qui les tue? Pourquoi y-a-t-il à la base une crise humanitaire dans mon pays, la Syrie?

Avant de répondre à ces questions, je tiens à donner lecture du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte :

> « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. »

C'est le texte du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

Il y a cinq ans et demi, la Syrie était un des pays les plus sûrs et les plus stables au monde. Elle était autosuffisante s’agissant de répondre aux besoins essentiels à la vie : denrées alimentaires, médicaments, santé et éducation. La Syrie était un des États du monde qui accueillait le plus de réfugiés. Nous ne leur construisons pas de camps et ne leur installons pas de tentes, et nous n’exploitons pas leur souffrance à l’ONU. Nous ne vendons pas non plus leurs larmes dans les conférences internationales visant à encourager ce qu’on appelle les contributions humanitaires. Nous les avons accueillis dans nos maisons, nous les avons envoyés dans nos écoles et nous les avons soignés dans nos hôpitaux. Certains sont retournés dans leur pays et les autres sont restés en Syrie, comme, par exemple, les réfugiés iraquiens, nos frères iraquiens qui ont quitté l’Iraq pour se réfugier en Syrie à cause de l’invasion britannico-américaine de l’Iraq, comme les membres le savent.

Ce tableau a radicalement changé lorsque les États arabes, régionaux et internationaux se sont réunis en Tunisie le 24 février 2012, sous l’appellation « amis du peuple syrien ». Cette «amitié» avec le peuple syrien s’est traduite par différentes méthodes de décapitation, le cannibalisme, le massacre d’archéologues, différentes sortes de destructions, les déplacements forcés, le pillage d’usines, de récoltes agricoles, d’installations de production de pétrole et de gaz, de monuments et d’autres infrastructures, ainsi que par le siège du peuple syrien. Nous profitons de cette occasion pour remercier tous ceux qui nous ont envoyé les marques de cette amitié fatale, qui ne seront jamais oubliées par le peuple syrien.

Par la suite, la soi-disant coalition internationale a été formée, au prétexte de lutter contre le terrorisme – sans être approuvée ni par les Nations Unies ni même par le Gouvernement syrien. Elle a alors commencé à prendre pour cible des civils innocents et les infrastructures syriennes, telles que les routes, les ponts, les raffineries, les écoles et les hôpitaux. Le coût de la destruction provoquée par les attaques de cette coalition internationale contre les seules installations gazières et pétrolières s’élève au minimum à 2 milliards de dollars. D’ailleurs, à Alep, une attaque contre l’unique centrale électrique a entraîné sa destruction complète, ce qui a coûté 1,3 milliard d’euros au peuple syrien. Ce sont les colombes américaines de la paix qui l’ont détruite, d’une seule frappe aérienne.

En l’occurrence, la partie qui endosse la plus grande part de responsabilité des souffrances endurées par les civils syriens sont les gouvernements qui ont prétendu, depuis le début de la guerre contre la Syrie être des amis du peuple syrien. Ils ont ouvert leurs frontières pour laisser passer des dizaines de milliers de terroristes venus du monde entier. D’autres ont recruté ces mercenaires terroristes, soit en leur versant de l’argent, soit en leur promettant le paradis et des nymphes célestes s’ils menaient la guerre sainte; ils ont fait violence à des femmes de la manière la plus éhontée, pour la première fois de l’histoire, sous l’appellation « djihad de fornication ». D’autres pays ont introduit en contrebande des milliers de tonnes de toutes sortes d’armes pour les terroristes, ont mis en place des centres de formation à leur intention, ont recruté des enfants pour eux, et leur ont appris comment exécuter les opérations terroristes les plus horrifiantes. D’autres encore leur ont ouvert leurs coffres-forts, leur ont procuré du pétrole et du gaz pour qu’ils puissent financer cette guerre terroriste contre la Syrie grâce à des milliards de dollars. D’autres encore ont demandé aux érudits des dissensions d’édicter des décrets wahhabites qui légitiment le fait de qualifier d’autres d’infidèles, le meurtre de civils, le pillage, le viol des femmes et la profanation des lieux saints. D’autres ont consacré leurs médias et leurs forums politiques à légitimer ces groupes en les qualifiant parfois d’« opposition modérée » et parfois d’« opposition modérée armée », jusqu’à ce qu’on les appelle en définitive « groupes armés non étatiques », comme M. O’Brien dans son rapport. Tout récemment, ils ont été qualifiée d’opposition syrienne « reconnue ». Peut-être leur prochaine appellation sera-t-elle bientôt « groupes d’anges armés ».

Ces États ne se sont pas limités à appuyer le terrorisme contre la Syrie, ils y ont également associé un ignoble terrorisme économique, par le biais de mesures coercitives unilatérales qui ont amplifié les souffrances des Syriens, les forçant à fuir leurs foyers à la recherche d’une vie meilleure.

Je voudrais brièvement évoquer l’opposition dite modérée, pour présenter au Conseil certains éléments de cette opposition « modérée », qui ont été génétiquement modifiés dans les laboratoires des agences du renseignement de certains pays bien connus. Je veux parler d’Abou Omar, un Tchétchène, d’Abou Al-Meqdad un Turc, d’Abou Moussab, un Saoudien, d’Abou Souhaib, un Libyen, d’Abou John, un Britannique, d’Abou Mohammed, un Tunisien, d’Abou Hourrairah, un Américain, d’Abou Mouath, un Turkmène, d’Abou

Hassah, un Égyptien, d'Abou Abdelrahman, un Canadien, d'Abou Abdallah, un Jordanien, d'Abou Talha, un Koweïtien, d'Abou Murrah, un Français, d'Abou Aoud, un Belge et d'Abou Walid Al-Walid, un Australien, ainsi que de la caution religieuse du Front el-Nosra, AbdulahaMohassini, qui est saoudien. Voilà les visages de ce que l'on appelle l'opposition armée modérée en Syrie.

Alep a conservé sa sécurité et sa stabilité pendant plus d'un an et demi après le début de la prétendue crise en Syrie – jusqu'à ce que les Gouvernements turc, qatarien et saoudien poussent des groupes armés terroristes à attaquer la ville, à s'en prendre sauvagement à la population et à ses biens, et à se servir de la population comme de boucliers humains. Ils ont fait des ravages, détruisant des monuments culturels, religieux et historiques. Ils ont brûlé le souk Al-Medina – le marché couvert de la ville, le plus grand et le plus ancien au monde. Ils ont viséla mosquée omeyyade d'Alep , l'un des plus vieux du monde islamique. Ils ont détruit l'hôtel Carlton et ont tenté de détruire également la citadelle de la ville. Voilà tous les «accomplissements» de l'opposition au régime syrien - le régime, pas le Gouvernement ni l'État. Tout ce qui a échappé à cette terrible destruction a été pillé, démantelé et transféré vers la Turquie, dans une opération de vol manifeste sans aucun précédent historique. Nous avons fourni au Conseil de nombreux documents qui prouvent que ces actes méprisables ont bien été perpétrés par ces bandes appuyées par les services de renseignement turcs.

Avant sa destruction, Alep, pour laquelle certains ont versé des larmes de crocodile aujourd'hui, abritait 4 millions de civils. Aujourd'hui, seuls perdurent les quartiers où les groupes terroristes armés sont actifs. À peine 250 000 personnes sont encore dans la ville, alors que, pendant quelque temps, elles étaient près de 2 millions. Après que les forces terroristes eurent commencé à prendre ses habitants pour cible, 1,75 million de personnes ont fui Alep pour chercher refuge dans des zones contrôlées par les institutions du Gouvernement syrien dans diverses villes, où elles ont trouvé protection et assistance. Les civils ne fuient pas vers les zones contrôlées par les terroristes, mais bien vers les zones contrôlées par l'État, lequel assure 75 % de toute l'assistance humanitaire fournie au peuple syrien – et non le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires.

Les efforts du Gouvernement syrien à Alep aujourd'hui, avec l'appui de ses amis et alliés, relèvent d'une obligation constitutionnelle de protéger les civils contre les actions des groupes terroristes armés qui ont violé la cessation des hostilités dès le départ. Les groupes associés au Front el-Nosra, qui n'était pas, à l'origine, impliqué dans la cessation des hostilités, ont fait chaque jour pleuvoir sur Alep des roquettes et mortiers par centaines, dont certains pesaient plus d'une tonne, causant la mort de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, et la destruction des infrastructures et de biens tant publics que privés.

C'est dans ce contexte, et avant de lancer une quelconque opération militaire, que le Président de la République a publié le 28 juillet le décret no 15accordant une amnistie générale à tous ceux qui portaient ou possédaient des armes pour quelque que raison que ce soit, qui étaient en fuite ou se cachaient. Le 26 juillet, le Commandement des forces armées a adressé plusieurs messages aux civils et aux acteurs armés présents dans les quartiers est d'Alep, leur demandant de rejoindre le processus de réconciliation nationale et d'expulser les mercenaires étrangers. Il a mis en place des corridors humanitaires sûrs et prévu des logements temporaires à leur intention, en particulier pour ceux qui souhaitaient quitter la ville en toute sécurité et sauver leur vie, ainsi que de quoi répondre à leurs besoins. Il a appelé toutes les personnes armées à déposer les armes et à travailler à régler les différends. De fait, cela a permis à des centaines de familles de quitter les quartiers est d'Alep, et le Gouvernement syrien leur a fourni des logements temporaires et a répondu à leurs besoins. D'autres familles n'ont malheureusement pas pu partir parce qu'elles en ont été empêchées par les groupes terroristes armés, qui les utilisent comme boucliers humains, en plus d'avoir piégé les routes qui servent de passages sécurisés. Ces groupes disséminent également des tireurs embusqués qui visent les civils dans les villes de Raqqa, Manbej, El-Bab et Deïr el-Zor.

Mon gouvernement conteste la déformation permanente et délibérée des faits et les sources peu fiables utilisées par le Secrétariat pour préparer les rapports sur la situation humanitaire en Syrie. Tout rapport publié par l'ONU est sensé s'appuyer sur des sources neutres et fiables, et pas sur ce que disent des sources publiques ou des centres d'opposition situés hors du pays et financés par des services de renseignement de pays étrangers qui ont adopté une position hostile à l'égard du Gouvernement syrien afin de ternir son image sur le plan international et profèrent de fausses accusations contre lui sans aucune preuve tangible. Ces mêmes rapports, de manière délibérée ou non,

dissimulent en outre les actes des groupes terroristes armés qu'ils continuent d'appeler, comme je l'ai déjà dit, tantôt « opposition armée », tantôt « groupes armés non étatiques ».

Malheureusement, le Secrétariat crée un précédent qui fera date au sein de l'ONU lorsqu'il tente de justifier le crime terroriste absolument ignoble dont s'est rendu coupable le Bataillon Noureddine Zanki lorsqu'il a décapité un enfant palestinien à Alep, et de dédouaner ce mouvement en indiquant que le groupe avait publié un communiqué condamnant cet acte et que les responsables de cet acte ont été arrêtés et remis à un comité d'enquête. C'est un peu comme si le rapport voulait nous expliquer que les pratiques de ces groupes terroristes, qui recrutent et tuent des enfants, sont autorisées et que leurs dirigeants sont tenus par le droit international et le droit des droits de l'homme ou ont adhéré au Statut de la Cour pénale internationale.

Je voudrais citer un ouvrage récent publié par l'auteur australien Tim Anderson et qui s'intitule *The Dirty War on Syria* (*La sale guerre contre le Syrie*). Je précise que ce livre a été imprimé en Australie, pas à Damas. Je voudrais lire en anglais les passages suivants.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

> « Bien que dans toute guerre, il soit largement recouru au mensonge et à la tromperie, la sale guerre menée contre la Syrie s'appuie sur un niveau de désinformation massive jamais vu de mémoire d'homme. Le journaliste australo-britannique Philip Knightley a souligné que la propagande de guerre suit un schéma terriblement prévisible consistant d'abord à diaboliser le chef à la tête du camp ennemi, puis ensuite tous ceux qui appartiennent au camp ennemi au moyen de récits d'atrocités, véridiques ou imaginaires.
>
> En Syrie, les grandes puissances ont cherché de dissimuler leur ingérence en recourant à des armées agissant pour leur compte tout en diabolisant l'armée et le Gouvernement syriens, qu'elles accusent en permanence de commettre des atrocités pour pouvoir prétendre ensuite venir sauver le peuple syrien de son propre gouvernement. En Occident, il y a nettement moins de personnes opposées à la guerre en Syrie qu'il n'y en avait opposées à l'invasion de l'Iraq parce qu'on a trompé la population quant à la vraie nature de cette guerre. »

(*l'orateur reprend en arabe*)

Le Gouvernement de mon pays réaffirme sa position inébranlable selon laquelle toute solution à la crise en Syrie ne peut être que politique et être trouvée dans le cadre d'un dialogue entre les Syriens, un dialogue dirigé par les Syriens eux-mêmes et mené sans ingérence extérieure ni conditions préalables. Mon pays réaffirme que le volet politique doit être mené en parallèle au volet de la lutte contre le terrorisme, laquelle se poursuivra tant que tous les groupes terroristes armés actifs et déployés en Syrie n'auront pas été éliminés.

Je conclurai en me contentant simplement de signaler qu'il y a quelques jours, Richard Labévière, un journaliste français de renom, a publié une tribune dans laquelle il critique le non moins célèbre quotidien *Le Monde* et la manière dont ce dernier couvre la guerre en Syrie, indiquant qu'il essaie de vendre une fiction, une fable et ajoutant que les journalistes du *Monde* semblent plus inspirés par *Alice au pays des merveilles* que par les bons auteurs. Il en appelle aux grandes signatures qui ont autrefois fait la renommée du Monde, Hubert Beuve-Méry, André Fontaine et André Laurens, s'exclamant « Réveillez-vous, ils sont devenus fous! ».

Les journalistes français Georges Malbrunot et Christian Chesnot ont écrit un livre important, auquel j'ai fait allusion dans de précédentes déclarations, intitulé « *Les chemins de Damas* ». Dans ce livre, ces deux célèbres grands reporters révèlent que Laurent Fabius, ancien Premier Ministre français et alors Ministre des affaires étrangères, est en fait à l'origine des bombardements à l'arme chimique qui ont eu lieu en août 2013 en Syrie. Ces bombardements chimiques dans la banlieue de Damas visaient à empêcher M.Sellström d'enquêter sur ceux de Khan al-Assal, à Alep. L'objectif était de l'empêcher à tout prix de parvenir jusqu'à Khan al-Assal, parce que le Ministre des affaires étrangères français savait pertinemment qui était derrière ces bombardements. Par conséquent, les armes chimiques employées dans la banlieue de Damas l'ont été avec la complicité des services de renseignement français et du Ministre des affaires étrangères d'alors. Il y a bien d'autres scandales que je pourrais ainsi révéler au Conseil de sécurité. Mais je ne veux pas mobiliser davantage le temps du Conseil et je m'arrêterai là.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la France a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je la lui donne.

M. Lamek (France) : Je ne vais pas revenir sur les élucubrations grotesques et dérisoires du représentant de la Syrie. Je vais simplement faire part, non pas de ma

surprise, car, à vrai dire, je n'attendais pas de miracles de sa part, mais du fait que j'aurais bien aimé entendre le Représentant permanent de la Syrie parler du sujet d'aujourd'hui, la situation humanitaire en Syrie, la nécessité de ces pauses humanitaires de 48 heures, la nécessité d'un retour à la cessation des hostilités. J'aurais bien aimé entendre parler de ces vraies questions, qui sont des questions qui touchent les Syriens aujourd'hui et sur lesquelles nous nous réunissons, et non pas l'entendre sortir ces élucubrations absurdes et sur lesquelles, je crois, nous n'avons pas besoin de perdre du temps.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je la lui donne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je ne prévoyais pas de prendre la parole à nouveau, mais l'intervention de mon collègue le représentant de la France m'oblige à intervenir de nouveau.

Ce qu'il décrit comme d'absurdes élucubrations s'applique à la lettre à la politique des gouvernements français successifs à l'égard de mon pays, qu'il s'agisse du Gouvernement français sous la présidence de Sarkozy, sur sa fin, ou de ceux du mandat de l'actuel Président, François Hollande. On notera ici que je n'utilise pas dans mes propos des termes tels que « le régime français », parce que je suis un diplomate, de longue date, et que je sais que ce sont là des propos indignes de cette salle. C'est pourquoi je ne dis pas « le régime français » et « le Ministre de ce régime », mais « le Gouvernement français » et « le Ministre français des affaires étrangères ».

La France voue une hostilité constante à mon pays depuis des décennies, des décennies, dis-je, et nous n'oublierons jamais la période coloniale, où mon pays a été occupé par la France suite aux sinistres accords de Sykes-Picot. Cependant, le fait que le représentant de la France dit que je n'ai pas parlé de la situation humanitaire montre que le représentant de la France n'a pas été attentif à ce que je disais pendant ma déclaration, qu'il n'a pas suivi du tout mes propos. Le dernier des diplomates, au sein de cette Organisation, aurait, en écoutant ma déclaration aujourd'hui, su que je parlais de la situation humanitaire dans mon pays, et des obstacles qui s'opposent au règlement politique et humanitaire de la crise. C'est pourquoi je déplore très profondément que le représentant d'un État membre permanent du Conseil de sécurité, s'exprime de manière qui n'a pas rapport au sujet, comme s'il était illettré sur le plan politique. Les jeux et le terrorisme survenus dans mon pays sont terminés. Les les masques tombent.

L'opinion publique mondiale sait, en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, à quel point est fourvoyée la politique de leur gouvernement dans mon pays. Je viens de citer un ouvrage d'un auteur australien, dont le pays est à 14 000 kilomètres du mien, mais qui comprend la vérité de ce qui se passe en Syrie, et c'est pourquoi il décrit, dans son ouvrage, l'agression terroriste qui se produit en Syrie, sans précédent dans les annales des relations politiques internationales.

Jusqu'à quand continuera-t-on de détruire des pays Membres de cette Organisation, des États souverains? La Corée a été envahie sur un mensonge, le Viet Nam également, puis l'Iraq, puis la Libye, sur des mensonges. Jusqu'à quand continuerons-nous à être parjures, en étant ainsi témoins de la destruction d'États Membres de cette Organisation internationale sur la base de mensonges, d'élucubrations absurdes et d'un analphabétisme politique absolu?

La Présidente (*parle en anglais*) : J'invite maintenant les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 13 h 25.